

2003



Prix UNESCO
de l'Éducation
pour la Paix



2003

Prix UNESCO
de l'Éducation
pour la Paix

2003

Prix UNESCO
de l'Éducation
pour la Paix



LAURÉAT

Père Émile Shoufani
(ISRAËL)

MENTION D'HONNEUR

Mme Yolande Mukagasana
(RWANDA/BELGIQUE)

UNESCO

Les idées et opinions exprimées par les participants
à la cérémonie de remise du
Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003
et à la table ronde « La culture de la paix et les fondements
de la réconciliation » ne reflètent pas nécessairement
les vues de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.

Prix UNESCO de l'éducation pour la paix
Division de la prospective,
de la philosophie et des sciences humaines
Secteur des Sciences sociales et humaines
UNESCO

1, rue Miollis

75732 Paris Cedex 15

France

Tél : + 33 (0)1 45 68 45 54 / 52

Fax : + 33 (0)1 45 68 55 52

E-mail : c.maresia@unesco.org
peace&csecurity@unesco.org

Publié par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP

Couverture et conception graphique : Taurus Design

© UNESCO 2004

Imprimé en France

(SHS-2004/WS/1)

Table des matières

CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX	7
Remerciements	8
Allocution de Mme LUCY SMITH	9
<i>Présidente du jury international du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003</i>	
Allocution de M. KOÏCHIRO MATSUURA	11
<i>Directeur général de l'UNESCO</i>	
Allocution du Père ÉMILE SHOUFANI	15
<i>Lauréat du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003</i>	
Allocution de Mme YOLANDE MUKAGASANA	19
<i>Mention d'honneur du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003</i>	
TABLE RONDE « LA CULTURE DE LA PAIX ET LES FONDEMENTS DE LA RÉCONCILIATION »	23
Introduction de M. KOÏCHIRO MATSUURA	25
<i>Directeur général de l'UNESCO</i>	
Présentation du Père ÉMILE SHOUFANI	27
<i>Lauréat du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003 Directeur de l'école Saint-Joseph de Nazareth, Israël</i>	
Présentation de Mme YOLANDE MUKAGASANA	31
<i>Mention d'honneur du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003 Fondatrice de l'association Nyamirambo Point d'Appui - Fondation pour la mémoire du génocide au Rwanda et pour la reconstruction</i>	
« Organisation par l'OIEC d'un séminaire de formation pour formateurs à l'éducation à la paix, à la réconciliation et au vivre ensemble, à Kinshasa en août 2003 » par Père ÁNGEL ASTORGANO RUIZ	37
<i>Secrétaire général de l'Office international de l'enseignement catholique (OIEC)</i>	

« Le Mémorial de Caen : de la mémoire de la guerre vers l'éducation à la paix » par M. CHRISTOPHE BOUILLET	41
<i>Historien, Programme Paix et Conflits du Mémorial de Caen, France</i>	
« Foi, genre et réconciliation » par M. DAVID MUMFORD	45
<i>Coordinateur international, Mouvement international de la réconciliation (MIR)</i>	
« Les femmes et la réconciliation - L'art de recoller les morceaux » par Mme EDITH BALLANTYNE	49
<i>Conseillère spéciale sur les questions des Nations Unies, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF)</i>	
Conclusions par Mme MONIQUE FOUILHOUX	55
<i>Présidente, Comité de liaison ONG-UNESCO</i>	

Annexes

Règlement général	61
du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix	
Membres du jury international	65
du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003	
Lauréats	67
du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix (1981–2003)	

Cérémonie de remise du Prix

Le Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003
a été remis au Père Émile Shoufani (Israël)
par M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO,
sur recommandation du jury international du Prix.

Une mention d'honneur a également été attribuée
à M^{me} Yolande Mukagasana (Rwanda/Belgique).

La cérémonie de remise du Prix,
organisée dans le cadre des célébrations de la Journée internationale de la paix
(21 septembre), s'est déroulée au Siège de l'UNESCO le 8 septembre 2003
en présence de M^{me} Lucy Smith, Présidente du jury international,
M. Mohammed Arkoun et M. Javier Pérez de Cuéllar, Membres du jury international,
anciens Lauréats du Prix, Délégués permanents des États membres
et représentants des organisations gouvernementales et non gouvernementales.

La cérémonie a été précédée par la Table ronde
« La culture de la paix et les fondements de la réconciliation »,
organisée conjointement par le Bureau de la planification stratégique de l'UNESCO
et le Comité de liaison ONG-UNESCO
dans le cadre de la Décennie internationale de la promotion d'une culture
de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010).

Remerciements

L'UNESCO souhaite exprimer
sa profonde reconnaissance et gratitude
à la Nippon Foundation
(dénommée auparavant Japan Shipbuilding Industry Foundation)
qui, par sa généreuse donation,
permet depuis vingt-trois ans déjà que soit remis le prestigieux
Prix UNESCO de l'éducation pour la paix.



Allocution de

M^{me} LUCY SMITH

Présidente du jury international

du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole devant vous, au nom du jury international, en cette occasion mémorable qu'est la cérémonie de remise officielle du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003, et de vous exposer les considérations qui ont motivé notre recommandation au Directeur général.

Le jury s'est réuni les 26 et 27 mai 2003 au Siège de l'UNESCO pour évaluer les 38 candidatures qui ont été présentées cette année – 14 de particuliers et 24 d'organisations ou d'associations. C'est à l'unanimité que nous avons recommandé de décerner le prix au Père Émile Shoufani et d'attribuer une mention d'honneur à M^{me} Yolande Mukagasana.

Le Père Émile Shoufani est un homme exceptionnel, un homme de paix et un pédagogue. Son engagement en faveur de la paix inspire son travail éducatif. Pour moi, et pour l'ensemble du jury, il incarne donc l'éducation pour la paix.

Sa tâche d'éducateur, il l'accomplit au quotidien auprès des élèves de l'établissement qu'il dirige. Mais il l'accomplit aussi auprès des Arabes et des Juifs d'Israël. Son ambition est même plus vaste; dans le premier sermon qu'il a prononcé après avoir été ordonné prêtre, il a déclaré : « Je veux être un berger pour tous ». Il agit sans relâche pour alerter l'opinion publique et mobiliser la conscience de l'humanité en faveur de la paix. Or, si l'on se réfère au Règlement général du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix, celui-ci a précisément pour but de récompenser « une activité particulièrement remarquable visant à sensibiliser l'opinion publique et à mobiliser les consciences de l'humanité en faveur de la paix ». De l'avis du jury, le Père Émile Shoufani méritait donc sans conteste d'être désigné lauréat du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix. Au nom du jury international, je le félicite et lui exprime mon admiration la plus sincère et la plus profonde pour son action.



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 2003

M^{me} Yolande Mukagasana a connu la plus terrible tragédie qui puisse frapper une femme : son mari et ses trois enfants ont été massacrés pendant le génocide au Rwanda, qu'elle a elle-même décrit comme « un océan de torture, d'humiliation et de souffrance sans égal ». Avec courage et sans faillir, elle met maintenant ses talents et son énergie remarquables au service de la culture de la paix en témoignant de ce qu'elle a personnellement vécu lors du génocide de 1994 au Rwanda. Au nom du jury international, je félicite Yolande Mukagasana et lui souhaite de réussir dans la mission importante qu'elle accomplit.

Permettez-moi d'ajouter que cela a été pour moi une source de grande satisfaction de siéger au jury du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix. Etant moi-même pédagogue, je suis fermement convaincue que l'éducation est un puissant outil dans l'oeuvre de paix. Il a été particulièrement intéressant de découvrir les multiples facettes de l'éducation pour la paix ainsi que la diversité, la créativité et le désintéressement foncier de tous ceux qui consacrent leur vie à la cause de la paix. Je vous remercie, Monsieur le Directeur général, de m'avoir confié cette responsabilité et je vous souhaite, ainsi qu'à l'UNESCO, de continuer d'enregistrer des progrès dans l'action d'une importance capitale que vous menez pour promouvoir la paix et la non-violence.



Allocution de

M. KOÏCHIRO MATSUURA

Directeur général de l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Je suis très heureux de vous accueillir au Siège de l'UNESCO à l'occasion de la cérémonie de remise du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003.

Permettez-moi tout d'abord de souhaiter chaleureusement la bienvenue à la Présidente du jury international du prix, M^{me} Lucy Smith, professeur de droit à l'Université d'Oslo, Norvège, et aux deux membres du jury qui sont ici aujourd'hui, M. Mohammed Arkoun, d'Algérie, professeur émérite de langue et de littérature arabes à la Sorbonne (Paris III) et actuellement professeur à l'Institute of Ismaili Studies à Londres, et S. Exc. M. Javier Pérez de Cuéllar, ambassadeur et délégué permanent du Pérou auprès de l'UNESCO. Je tiens à les remercier pour leur précieux concours et, à travers eux, à remercier également les deux autres membres du jury, M. Arjun Appadurai, de l'Inde, et M. Cassam Uteem, de l'Île Maurice, qui n'ont pu être présents aujourd'hui.

Le Prix UNESCO de l'éducation pour la paix a été créé en 1981 grâce à un don généreux de la Nippon Foundation, à laquelle je tiens à exprimer une fois de plus la profonde gratitude de l'Organisation tout entière.

Le prix couronne chaque année une action exceptionnelle visant à mobiliser la conscience de l'humanité et à sensibiliser l'opinion publique à la cause de la paix, dans l'esprit de l'Acte constitutif de l'UNESCO et de la Charte des Nations Unies. Remis aujourd'hui pour la vingt-troisième fois, il est devenu un élément essentiel du travail que l'UNESCO accomplit pour promouvoir l'instauration de la paix, par les individus comme par les institutions.

Les fondateurs de l'UNESCO avaient la conviction que l'éducation, le progrès scientifique, une plus grande compréhension culturelle entre les peuples, ainsi qu'une



information et une communication accrues étaient les meilleurs moyens d'élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes et des femmes, et donc de contribuer à l'instauration d'un monde pacifique et plus sûr. Depuis sa création, l'UNESCO s'attache à contribuer à l'établissement d'une paix durable en agissant dans tous ses domaines de compétence.

Malheureusement, plus de 50 ans plus tard, les événements tragiques qui ont marqué le début du XXI^e siècle et la situation internationale en général montrent bien que nous sommes encore loin de la paix et de la sécurité. Nous avons donc encore beaucoup à faire.

Aujourd'hui, la volonté de rechercher la paix et de la promouvoir se manifeste de diverses manières, notamment en cultivant le dialogue entre des civilisations, des cultures et des religions différentes. L'UNESCO est donc profondément convaincue que les problèmes d'aujourd'hui ne tiennent pas à un choc des civilisations mais qu'ils résultent de chocs entre différentes formes d'ignorance — l'ignorance de la manière de vivre d'autrui, de ses valeurs et de son patrimoine; l'ignorance de la dignité égale de la personne dans toutes les cultures et civilisations, et l'ignorance de l'unité de l'humanité et des valeurs qu'elle partage.

Si tous les domaines de compétence de l'UNESCO — l'éducation, la culture, les sciences, l'information et la communication — peuvent contribuer à la paix, l'éducation — au sens le plus large et la vie durant — peut jouer un rôle majeur car elle est cruciale pour vaincre l'ignorance.

Organisation chef de file de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010), l'UNESCO s'acquitte activement de cette responsabilité de diverses manières, et notamment en décernant ce prix chargé de sens. Les organismes des Nations Unies ne pouvant agir seuls, ils doivent associer à leur travail les organisations de la société civile, les associations et les réseaux professionnels, les ONG spécialisées, les universités et les instituts de recherche qui partagent leurs préoccupations et leurs valeurs et dont la participation à l'éducation, à la formation et au travail de suivi est un apport vital à la cause de la paix.

D'où l'importance du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix, qui récompense une action consacrée à l'éducation et à la formation permanentes formelles et non formelles en tant que démarche holistique, fondée sur des méthodes participatives et tenant



compte des diverses dimensions de l'éducation pour une culture de la paix — la paix et la non-violence, les droits de l'homme, la démocratie, la tolérance et la compréhension internationale et interculturelle.

J'ai à présent le grand honneur d'accueillir le lauréat du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003, Père Émile Shoufani, d'Israël, qui, tout au long de sa vie, n'a cessé d'être un ardent partisan de la coexistence des cultures et des religions.

Au sein du diocèse catholique melkite de Galilée, puis à travers la direction du Séminaire Saint-Joseph, vous vous êtes en effet efforcé, de façon inlassable, d'amener les Juifs et les Arabes – Musulmans, Druzes et Chrétiens – à coexister. Sans relâche, en développant des programmes d'échange entre écoles juives et arabes, puis en lançant en 2002 un projet de « Mémoire pour la paix », vous avez fait en sorte que les cultures et les religions ne vivent pas simplement côte à côte mais qu'elles partagent véritablement une existence commune.

A travers vos livres, « Le curé de Nazareth », « Voyage en Galilée », « Célébration de la lumière » ou « Comme un veilleur attend la paix », vous avez su donner la preuve que la diversité culturelle et religieuse était un sauf-conduit pour la paix, et non son obstacle.

Père Shoufani, c'est donc avec grand plaisir que j'ai l'honneur de vous remettre le Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003, représenté par cet emblème de l'olivier et par ce chèque de 30.000\$, en vous encourageant du fond du cœur à poursuivre votre noble mission.

Je suis également très heureux d'accorder une mention d'honneur à Madame Yolande Mukagasana (Rwanda/Belgique), en reconnaissance de ses efforts inlassables en faveur de la réconciliation au Rwanda, au lendemain du terrible génocide de 1994.

Luttant contre la peine, la perte de vos proches et contre l'oubli, vous avez consacré votre temps et votre cœur aux orphelins du génocide, créant un centre d'accueil pour ces derniers, puis une Fondation pour la mémoire du génocide et la reconstruction au Rwanda, portant ainsi en vous un impérieux devoir de mémoire que vous n'avez cessé de partager partout dans le monde. Entamant un important travail d'écriture et de témoignage, accompagnant une exposition itinérante sur « Les blessures du silence »,



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 2003

vous avez ainsi, à votre tour, défendu avec noblesse et courage les valeurs d'une éducation de la paix, respectueuse de la mémoire des vivants comme des disparus.

Je vous félicite à nouveau et vous souhaite le plus grand succès dans vos initiatives futures.



Allocution du

Père ÉMILE SHOUFANI

Directeur de l'école Saint-Joseph de Nazareth, Israël

Lauréat du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003

Au nom de tous ceux qui attendent et espèrent l'avènement de la paix dans notre région, Juifs, Arabes, Palestiniens, Israéliens; au nom de chaque être humain porteur de la même espérance pour notre planète; au nom de tous les innocents qui souffrent de la violence, quels qu'ils soient, à quelque peuple ou religion qu'ils appartiennent; au nom de nos élèves, de leurs parents et de leurs professeurs, je remercie l'UNESCO en la personne de son Directeur général M. Koïchiro Matsuura et le jury international du Prix de m'avoir honoré par ce Prix UNESCO de l'éducation pour la paix.

Toute ma vie, tous mes combats ont été inspirés par le mot « paix ». Ce mot, « salam-shalom », portant dans son origine sémitique la connotation de « totalité-intégralité », m'a éveillé à cette évidence que l'être humain aspire, quels que soient les aléas de son existence, à vivre en harmonie avec lui-même, avec l'autre, avec toute la création, avec Dieu. Dans cette perspective, l'être humain est essentiellement « lumière », à l'image de Dieu qui illumine tout homme venant dans ce monde. La vocation de l'homme et de la femme, c'est d'être lumière et de transmettre cette lumière, d'illuminer l'autre, de l'inviter à dévoiler sa propre lumière.

L'éducation pour la paix, c'est l'art de reconnaître cette lumière infinie qui nous habite, qui brille au milieu de nos pauvres contingences.

L'éducation pour la paix, c'est l'art de la rencontre simultanée de deux lumières, celle qui vit en moi et celle qui vit en l'autre, à travers et au-delà de nos différences.

L'éducation pour la paix, c'est l'art de prendre l'autre avec soi, en soi, sur soi. Prendre l'autre en charge, le porter et nous porter ensemble, ce n'est pas là de la théorie



philanthropique, cela procède de la simple prise de conscience de notre essentielle solidarité d'êtres humains. L'acceptation de l'autre tel qu'il est, dans ses souffrances comme dans sa joie, l'humilité qui consiste à se laisser illuminer par lui, tout cela devient naturel le jour où l'on a compris la responsabilité, la co-responsabilité qui nous lie face à la vie.

L'éducation pour la paix, c'est l'art de la synergie des lumières, synergie qui crée du neuf, du différent, du vivant. C'est la relation toi /moi qui transfigure le monde en manifestant la réalité la plus profonde de notre être créé à l'image de Dieu.

Le conflit Juifs/Arabes, Israéliens/Palestiniens, cette expérience terrible de la violence, de la peine et de la mort, est notre terrain de vie et de travail de chaque jour. De cette tension vécue, et en même temps surpassée, est né notre programme « Education pour la Paix » entre notre école, l'école Saint-Joseph « Almutran » de Nazareth, et l'école secondaire de l'Université hébraïque de Jérusalem « Lyada ». Qu'avons-nous fait là ? Nous n'avons pas attendu la paix passivement, nous ne nous sommes pas contentés d'appeler son avènement avec de belles paroles. Mais au cœur même de la tempête, nous avons choisi tout simplement de la construire, ici et maintenant, par le dialogue. Du sein de la souffrance de nos deux peuples, palestinien et israélien, qui est en fin de compte, qu'on le veuille ou non, une expérience commune, est née l'initiative de ces échanges entre nos deux écoles. Il s'agissait de tisser dès à présent un terrain de confiance qui demain pourra donner naissance à la paix. Si tu veux la paix, prépare la paix : fais venir l'autre dans ta propre maison, rends-lui visite dans sa famille, écoute-le, fais-le physiquement exister dans ta vie, prends en charge ses émotions et sa culture, ses deuils et ses joies, son histoire et ses espérances. Au bout d'un temps, au-delà de toutes les difficultés traversées, tu constateras que la peur, origine de toutes les violences, est devenue un spectre qui s'est éloigné, éloigné jusqu'à se dissiper.

C'est ce même esprit d'éducation mutuelle à la paix qui nous a conduits, Juifs et Arabes, à nous rendre ensemble à Auschwitz-Birkenau. Parce que ce lieu de mort incarne la volonté de détruire l'humanité de l'homme, de détruire l'humanité dans l'homme, parce qu'il est le résultat de la négation de l'unité du genre humain, il nous a paru urgent de montrer que ce crime concerne tout homme, à quelque peuple qu'il appartienne. Nous nous sommes heurtés à tous les scepticismes, à tous les obstacles, mais je crois pouvoir dire aujourd'hui que nous avons pleinement réussi à témoigner de l'universel, sur le lieu même où l'universelle dignité de l'homme avait été anéantie.



Chacun en a été transformé en profondeur, et cela fut pour nous un grand symbole d'apprendre sur place, alors que nous étions en train de vivre cette expérience unique de fraternité, l'attribution de ce prix de l'UNESCO. Nous avions en effet l'impression de répondre concrètement, au-delà de toute utopie, à la vocation première qui a présidé à la création de l'UNESCO après la Seconde Guerre mondiale et après la Shoah.

Voilà ce qu'est pour moi l'éducation pour la paix : un engagement opératif sur le chemin de l'amour.

L'amour n'est pas un grand mot vide, comme on le croit parfois, il n'est pas pour moi une théorie, une illusion utopique, une vertu inaccessible. Il est tout simplement une nécessité vitale, impérative, sans laquelle nous ne sommes que néant, comme l'exprime l'hymne de l'amour de Saint-Paul :

« Je peux bien parler les langues des hommes, et aussi celles des anges, si je n'ai pas l'amour, je suis comme la trompette ou la cymbale ; du bruit et rien de plus. Je peux prophétiser et découvrir tous les mystères et le plus haut savoir ; je peux avoir la foi parfaite jusqu'à transporter les montagnes ; si je n'ai pas l'amour, je ne suis rien.

L'amour, c'est attendre, l'amour est compréhensif et il n'est pas jaloux. L'amour ne s'enfle pas, il ne se fait pas valoir ; il n'a rien que de noble et ne cherche pas son intérêt. Il ne se met pas en colère, et il oublie le mal. Il ne se réjouit jamais de ce qui est injuste, et prend plaisir à la vérité. Il résiste à tout, il croit tout, espère tout et supporte tout.

L'amour ne passera pas, tandis que les prophéties auront un terme, et les langues cesseront, et le plus haut savoir sera oublié...

Donc, ce qui vaut, c'est la foi, l'espérance et l'amour. Mais le plus grand des trois est l'AMOUR. » (Saint-Paul I Cor.13)



Allocution de

M^{me} YOLANDE MUKAGASANA

Fondatrice de l'association Nyamirambo Point d'Appui -
Fondation pour la mémoire du génocide au Rwanda
et pour la reconstruction

Mention d'honneur du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003

Permettez à la survivante du génocide que je suis de pouvoir m'exprimer sur la joie d'avoir mérité de l'UNESCO la mention d'honneur du Prix de l'éducation pour la paix 2003.

Cette mention n'est pas seulement un honneur pour moi, mais pour le Rwanda, le pays où je suis née, dans lequel j'ai grandi, et où j'ai survécu au génocide. Génocide qui a exterminé plus d'un million de personnes dont mon mari et mes propres enfants, massacrés par leurs frères seulement pour ce qu'ils étaient et non pour ce qu'ils auraient pu faire.

Ce pays, je l'adore malgré moi et malgré ce que j'y ai souffert. Ce pays m'a donné la fierté de me sentir à ce jour rwandaise, et non plus tutsie avant d'être rwandaise, comme sans doute beaucoup d'autres se sentent rwandais et non hutus. Un espoir pour nos générations.

Cette mention est un honneur pour mon second pays, la Belgique, celui qui m'a accueillie quand je n'avais plus ni cœur, ni famille, ni identité; ce pays qui m'a donné la dignité d'être humain que mes frères m'avaient prise.

Je remercie particulièrement la Communauté française de Belgique et tout spécialement Monsieur Hervé Hasquin, Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française, d'avoir présenté ma candidature à l'UNESCO.

La Belgique, mon pays, m'a permis de m'intégrer sans m'assimiler, et sans nier ma nouvelle identité de survivante du génocide.



Enfin, cette mention est un très grand honneur pour tous les survivants du génocide pour lesquels je suis devenue l'Ambassadrice, sans le vouloir. Qu'ils sachent que je vis grâce à eux et pour eux. Grâce à l'UNESCO qui me décerne cette mention d'honneur, le monde reconnaît que les survivants du génocide au Rwanda ne sont pas animés par la haine et la vengeance, mais par un souci de paix, de justice et de reconstruction. Avec toutes nos forces et dans la mesure de nos moyens, nous voulons reconstruire notre société détruite par la division.

Je vous remercie vivement de reconnaître ma contribution à une culture de paix.

Permettez-moi, toutefois, de rappeler ici l'importance de la reconnaissance de ce génocide par les Nations Unies, et la souffrance qui est la nôtre lorsque, à ce jour encore, le génocide du Rwanda se traduit par : massacre de la guerre civile de 1994.

Le terme génocide fut défini par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, approuvée et soumise à la signature et à la ratification ou à l'adhésion par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 260 A (III) du 9 décembre 1948, entrée en vigueur le 12 janvier 1951. Et le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans sa résolution 925 du 8 juin 1994, reconnaît le génocide des Tutsis du Rwanda. De plus, le Tribunal pénal international pour le Rwanda a été chargé par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies de juger les personnes présumées coupables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du Droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda, et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins, entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.

Beaucoup de choses me tiennent à cœur, car mon souhait le plus profond est de voir les jeunes générations du Rwanda et de toute l'humanité vivre dans un monde de paix, de vérité et de justice; l'impunité mène à la répétition de l'horreur.

Je n'ai plus d'enfants de ma chair. Je les ai tous les trois perdus, mais j'en ai vingt aujourd'hui, chez moi, dans notre maison reconstruite et qui n'est pas un orphelinat. Mes enfants ne sont plus des orphelins, comme je ne suis plus une mère sans enfants. Nous formons une famille reconstituée et heureuse. Je les appelle mes enfants et ils m'appellent maman. J'en avais vraiment besoin, et je pense qu'ils m'ont apporté plus que je ne leur donne, car je n'ai plus rien à leur offrir que l'amour.



Il m'arrive même de penser que tous les enfants de l'humanité m'appartiennent. Qu'il est de mon devoir de leur apprendre la lutte pacifique pour préparer une humanité de paix dans laquelle ils vont, à leur tour, faire des enfants. Même quand je ne serai plus là, je sais qu'ils seront dignes de leur descendance.

Comme je suis à l'UNESCO, j'en profite pour reconnaître et réaffirmer que l'éducation est le meilleur créneau pour apprendre et devenir un être humain. Nous les Rwandais, nous avons été déshumanisés, étant enfants, par l'éducation qui nous a transformés en victimes et en bourreaux potentiels. C'est la raison pour laquelle notre association Nyamirambo Point d'Appui, une association sans but lucratif de droit belge, une fondation pour la mémoire du génocide au Rwanda et pour la reconstruction, s'investit dans l'éducation et la culture. Nous apprenons aux jeunes à vivre leurs différences et à respecter mutuellement leurs cultures. Par l'exposition « Les Blessures du Silence », faite de portraits et de témoignages aussi bien de victimes que de bourreaux du génocide au Rwanda, dont des enfants, nous leur montrons les souffrances des uns par ce qu'ils ont subi et des autres par ce qu'ils ont fait. Quand on détruit une vie, on commence par détruire l'humanité en soi. Personne n'est vainqueur dans un crime et personne n'en sort indemne. Nous expliquons aux jeunes, par les portraits et les témoignages des hommes et des femmes « justes », que l'être humain peut toujours choisir entre le bien et le mal, et que notre conscience est le plus grand juge.

En me référant à ce travail réalisé sur les collines et dans les prisons du Rwanda (où j'ai passé des mois au milieu des bourreaux ou à côté des victimes), je demande avec insistance, à vous Monsieur le Directeur général de l'UNESCO, de mettre les sites et les mémoriaux du génocide au Rwanda sur la liste du patrimoine de l'humanité. Et ce afin que non seulement tous les Rwandais, mais aussi tous les humains, vivent positivement la mémoire de ce génocide; cela aidera, enfin, à la reconstruction d'une société de paix et de mémoire positive de l'histoire de l'humanité.

Si les prix existent, comme cette mention d'honneur, je ne suis pas la plus méritante ni le modèle du travail d'éducation à la paix. Sur les collines du Rwanda, comme ailleurs dans le monde, il y a des personnes qui ne sont pas connues, car elles sont sans voix; elles font un travail de fourmis, et posent les jalons sur lesquels nous bâtissons. Je citerai en exemple les veuves du Rwanda qui n'ont ni ressources ni espoir, mais qui œuvrent pour la paix dans leur travail de chaque instant, malgré la réalité difficile de leur quotidien.



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 2003

Partout où elles sont, qu'elles sachent que je les admire.

Il n'y aura pas d'humanité sans pardon.

Il n'y aura pas de pardon sans justice.

Il n'y aura pas de justice sans humanité.



TABLE RONDE

« La culture de la paix et les fondements de la réconciliation »

8 septembre 2003

14h30–16h45 – salle II

organisée conjointement par le Bureau de la planification stratégique de l'UNESCO et le Comité de liaison ONG-UNESCO dans le cadre de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010)

Programme

Introduction de M. Koïchiro Matsuura

Directeur général de l'UNESCO

Modérateur

M. René Zapata

Directeur adjoint, Bureau de la planification stratégique de l'UNESCO

Participants

Père Émile Shoufani

(Lauréat du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003)

Directeur de l'école Saint-Joseph de Nazareth, Israël

M^{me} Yolande Mukagasana

(Mention d'honneur du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003)

Fondatrice de l'association Nyamirambo Point d'Appui – Fondation pour la mémoire du génocide au Rwanda et pour la reconstruction



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 2003

Père Ángel Astorgano Ruiz

Secrétaire général de l'Office international de l'enseignement catholique (OIEC)

« Organisation par l'OIEC d'un séminaire de formation pour formateurs à l'éducation à la paix, à la réconciliation et au vivre ensemble, à Kinshasa en août 2003 »

M. Christophe Bouillet

Historien, Programme Paix et Conflits du Mémorial de Caen, France

« Le Mémorial de Caen : de la mémoire de la guerre vers l'éducation à la paix »

M. David Mumford

Coordinateur international du Mouvement international de la réconciliation (MIR)

« Foi, genre et réconciliation »

M^{me} Edith Ballantyne

Conseillère spéciale sur les questions des Nations Unies, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF)

« Les femmes et la réconciliation – L'art de recoller les morceaux »

Débat

Conclusions

M^{me} Monique Fouilhoux

Présidente, Comité de liaison ONG-UNESCO

La table ronde a été suivie par la cérémonie de remise du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003 à 17 heures en salle I



Introduction de

M. Koïchiro Matsuura

Directeur général de l'UNESCO

Permettez-moi tout d'abord de souhaiter à tous la bienvenue à cette table ronde sur « La culture de la paix et les fondements de la réconciliation », organisée conjointement avec le Comité de liaison ONG-UNESCO, dans le cadre des célébrations de la Journée internationale de la paix du 21 septembre. Nous pouvons voir combien la thématique abordée aujourd'hui revêt, dans le contexte de l'attaque odieuse contre le Siège des Nations Unies à Bagdad et l'évolution inquiétante de la situation au Moyen-Orient, une importance cruciale.

Face à ces événements, je suis heureux de pouvoir accueillir à l'UNESCO des personnes qui, par leur travail quotidien, œuvrent sans relâche à construire une société où la violence, l'intolérance et la discrimination n'ont plus leur place. A cet égard, je suis particulièrement heureux de recevoir le Père Émile Shoufani, ainsi que M^{me} Yolande Mukagasana, à qui seront respectivement attribués tout à l'heure le Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003 et une mention d'honneur de ce Prix.

Je souhaite également la bienvenue au Père Ángel Astorgano Ruiz, Secrétaire général de l'Office international de l'enseignement catholique, à Monsieur Christophe Bouillet, historien du Mémorial de Caen (France), à Monsieur David Mumford, coordinateur international du Mouvement international de la réconciliation ainsi qu'à Madame Edith Ballantyne, représentante de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté. Chacun d'entre eux, au sein de leurs organisations respectives, par une action résolue placée au service de l'éducation pour la paix, à la sensibilisation du public aux horreurs de la guerre ou à la résolution non violente des conflits, œuvre à l'établissement d'une culture de la paix.



Comme vous le savez, l'UNESCO s'efforce par tous les moyens que lui offrent l'éducation, la science, la culture ou la communication, d'établir ou de rétablir les fondements d'une paix durable. La paix, en effet, ne se définit pas seulement par l'absence de guerre. Elle ne prend de sens véritable que dans le cadre d'une volonté de réconciliation entre des peuples qui se sont affrontés parfois dans la tragédie et l'horreur. C'est à nous qu'il incombe de faire vivre cette volonté afin de ramener la sérénité, la compréhension mutuelle et la tolérance, là où l'incompréhension et l'intolérance ont fait des ravages.

La paix, c'est donc avant tout une culture de la paix, dont on sait qu'elle doit donner droit à la fois à la reconnaissance des différences identitaires, culturelles et religieuses, mais également à un sens équitable de la justice sans lequel les mémoires restent blessées, et l'avenir hypothéqué.

Au-delà, il est essentiel que s'effectue un travail de « partage de la mémoire », car la paix ne se bâtit ni sur l'amnésie ni sur les abus de la mémoire, mais sur un effort pacifique des sociétés sur elles-mêmes pour se rassembler, se souvenir, et ainsi réinventer des formes de « vouloir vivre ensemble ».

Dans ce contexte, la dimension éducative d'une culture de la paix et de la réconciliation est essentielle. Celle-ci repose sur une action préventive de longue haleine qui se construit aussi bien dans les cadres scolaires qu'extrascolaires, publics que privés.

C'est à cela que travaillent quotidiennement les remarquables personnalités présentes aujourd'hui. Au-delà des mots, au-delà des paroles sur la justice ou le pardon, c'est cette expérience concrète, variée, toujours singulière, qui nous importe tout particulièrement aujourd'hui.

Je vous laisse à présent le soin de faire à nouveau « l'expérience du partage » en nous montrant comment les paroles se changent en actes et contribuent ainsi à faire progresser notre monde vers un idéal durable de paix et de réconciliation.



Présentation du

Père Émile Shoufani

Lauréat du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003

Directeur de l'école Saint-Joseph de Nazareth, Israël

Je remercie Monsieur le Directeur général de l'UNESCO de nous avoir donné ces moments de rencontre. Je voudrais remercier tous ceux qui ont préparé cette journée. Je voudrais remercier aussi le jury de m'avoir accordé cette confiance. Je vous remercie toutes et tous qui êtes là aujourd'hui pour témoigner de votre intérêt et de votre amitié.

La rencontre culturelle que j'ai eue en 1964, arrivant à Paris et étudiant en France jusqu'en 1971, m'a ouvert les yeux sur une réalité essentielle car, à travers toutes les cultures, à travers toutes les richesses et la pauvreté, l'homme est l'essentiel. Ce que j'ai appris, c'est que l'homme est le centre, non pas simplement d'un humanisme visant à éveiller la valeur humaine, les droits de l'homme, la valeur de la culture, mais de l'être lui-même, dans sa richesse et dans sa pauvreté.

L'être lui-même, tel que, pour moi qui étais étudiant en théologie philosophique devenu prêtre, a été l'homme comme centre de la création. La Bible l'appelle image de Dieu, « tselem Adonai », la théologie chrétienne l'a repris comme image de Dieu, Dieu qui illumine tout être, et le Coran l'appelle « le Khalife de Dieu ». Il est responsable de la création. Cet élément, qui posait l'homme comme essentiel, était pour moi le point de départ de toutes mes rencontres et de toute ma vie.

Pour moi, prêtre dans une paroisse où il y a des chrétiens appartenant à toutes les églises, musulmans, druzes, juifs, religieux, non religieux, ce n'était pas ces barrières-là qui définissaient l'homme; c'était le visage, c'était cette découverte qu'il est le centre, et qu'il est une lumière infinie. A partir de ce moment-là, c'est toute la relation continue et quotidienne qui devient essentielle.



Je suis devenu directeur d'une école, et l'on m'a souvent demandé, après une certaine réussite au niveau des résultats, réussite scolaire : quelle méthode avez-vous apprise, où avez-vous fait vos études pour être directeur d'école ? Et je répondais spontanément : je n'ai qu'une seule méthode, c'est l'amour. Oui, l'élève est le centre, sa relation avec moi, c'est cette relation d'amour. Le faire exister non pas par ce qu'il sait, par ce qu'il connaît, ou par ce que je suis, par mon pouvoir, mais véritablement par cette idée qu'il est le centre d'une relation d'amour. Je le fais exister, il me fait exister. Lui, l'élève de 7 ans ou de 8 ans ou de 12 ans, il me fait exister, et la relation devient tout autre.

Cette méthode, cette volonté, est devenue applicable dans les grandes rencontres faites à l'école, avec l'école juive, l'école secondaire de l'Université hébraïque de Jérusalem « Lyada », où, depuis 15 ans (cette année, ce sera la seizième année), des rencontres se font entre les élèves, par l'intermédiaire des professeurs, et les familles. Au cours de cette période de 16 ans, nous avons eu tous les jours notre pain quotidien de larmes et de souffrance, tous les jours nous nous sommes demandé si l'on continuait ces réunions, ces rencontres, ou s'il fallait cesser.

Cette confiance s'est construite à la base. Il s'agit non pas de dire juifs et arabes, dont le conflit peut saigner tout le temps en nous-mêmes (et nos larmes peuvent se rejoindre). Il y avait là cette réalité de la découverte de l'autre, découverte qui a été un des moteurs de la confiance, du dépassement de toutes les barrières, afin de pouvoir continuer, à temps et à contretemps, même les jours où il y avait des explosions en plein Jérusalem ou à Tel Aviv, où il y avait des raids sur Gaza. On était ensemble et on se demandait ce que ces jeunes de 16 ou 18 ans pouvaient se dire. Je vous assure que la seule chose qui ressortait de leur réunion, c'était la prise en charge. Il y a un conflit, il y a une tension, tout est bloqué, tout est noir. C'est à travers cela qu'il faut continuer à rendre la vie possible pour tous ces jeunes-là, et la prise en charge, c'était ces gestes fraternels que les uns et les autres pouvaient avoir dans ces heures-là.

Ces rencontres, ce n'était pas simplement pour les jeunes une possibilité de parler. Les jeunes, c'est l'avenir, c'est notre volonté de leur dire comment il faut vivre. Nous vivons avec eux. Mais c'était peut-être aussi répondre aux problèmes concrets que nous avons depuis l'an 2000, depuis l'Intifada, et c'était prendre l'initiative de dire : nous, les Arabes, les Israéliens, les Chrétiens ou les Musulmans, les minorités à l'intérieur de l'État, souffrant les uns et les autres, partagés entre les Palestiniens et les Israéliens,



partagés entre toute cette souffrance, nous pouvons nous dire que nous avons la possibilité d'aller plus loin et d'inviter non pas à des solutions, non pas à des traités, non pas à des pourparlers, non pas simplement à des slogans politiques (tout cela est très bien), mais d'inviter les gens à se rencontrer, des gens avec qui on fait la paix. C'est cet appel que j'ai lancé, auquel beaucoup d'entre vous, ici présents, ont répondu en France et auquel beaucoup en Israël ont répondu : aller dans l'histoire juive, dans la souffrance juive, aller au plus profond de l'être, là où se trouve le traumatisme (on n'a jamais parlé de cela), et leur dire : écoutez, parlez-nous de votre souffrance, donnez-nous d'entrer dans cette souffrance, non pas parce que nous voulons être là à regarder ou à apprendre, mais parce que nous voulons être avec vous. Et c'est cette démarche-là que nous avons eue tout au long de notre chemin, pendant une année où 300 arabes, musulmans, juifs, chrétiens, la majorité musulmane, et des juifs de tous les bords, de l'extrême-gauche comme de l'extrême-droite, ont fait ce chemin, un chemin où le grand philosophe Levinas nous a guidés. Il s'agit de rechercher, de partir à la recherche de l'autre, le prendre, le connaître, l'aimer et l'accepter.

Ce cheminement a été véritablement, pendant des mois, une sorte d'enfantement de tout le groupe, d'enfantement personnel, sans arrière-pensées, sans attendre quoi que ce soit en retour, un geste de ceux qui sont faibles pour ceux qui sont faibles. On était tous faibles à ce moment-là. Mais un geste est gratuit, c'est un geste d'amour. Et c'est ce face-à-face dans des journées d'étude, dans des journées d'écoute, dans des journées de rencontre, qui nous a amenés à aller à Auschwitz, le lieu de ce drame où l'humanité a perdu son image, où elle a perdu son sens des responsabilités. C'est alors que l'on s'est découvert tous, non pas juifs, non pas arabes, non pas chrétiens, non pas musulmans, mais que l'on s'est retrouvés tous humains, unis, pas simplement humains, mais unis, en communion. Et c'est cela qui a fait découvrir à tous les participants que cette émotion ne vient pas simplement d'un tempérament émotionnel des gens mais qu'on a touché la profondeur de l'homme, cette réalité de lumière, cette réalité de l'image en lien avec autrui.

Ce départ était pour nous aussi le couronnement d'une pensée qu'on avait amorcée, qui ne se basait plus sur la confiance directe et personnelle, mais avant tout sur le visage de l'autre, l'infini, l'absolu de l'autre, auquel on a accès. C'est cela qui a été le couronnement de notre pensée pour l'avenir, et non pas pour le passé. Ce n'est pas un programme réussi simplement dans le passé, c'est véritablement la porte de l'avenir qui s'ouvre sur la rencontre de l'autre dans cet amour et dans cette lumière. On lui donne



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 2003

l'existence, on le prend avec toutes les difficultés, avec tout ce qu'il est, on l'accueille, non pas comme une charge, mais comme une grâce qui s'ouvre sur l'avenir.

C'est là notre programme que ce travail continu, et le Prix de l'UNESCO vient pour dire qu'il y a une autre pensée, une autre réalité, vécue parmi les hommes et les femmes, qui peut être l'avenir de l'éducation pour la paix.



Présentation de

M^{me} Yolande Mukagasana

Mention d'honneur du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003

Fondatrice de l'association Nyamirambo Point d'Appui -
Fondation pour la mémoire du génocide au Rwanda
et pour la reconstruction

Il n'y aura pas d'humanité sans pardon, il n'y aura pas de pardon sans justice, mais il n'y aura pas de justice sans humanité. Ça, c'est un principe de vie.

Les fondements de la réconciliation ne sont pas difficiles à définir. Il suffit de se mettre dans la peau du bourreau et dans la peau de la victime, mais qui peut arriver à se mettre dans la peau du bourreau ou de la victime quand il n'est ni l'un ni l'autre? Dans le cas du Rwanda, parler d'une réconciliation, je me demande si ce n'est pas user d'un terme totalement inapproprié à un acte de génocide.

Au lieu de parler de réconciliation, moi je vais parler de reconstruction. Pourquoi la reconstruction? Parce que le génocide au Rwanda est un crime qui a laissé des blessures irréparables, un fratricide dans le vrai sens du terme. Ce crime a laissé les Rwandais et le Rwanda très fragilisés, aussi bien les victimes que les bourreaux, et en particulier les femmes et les enfants, bien entendu victimes ou bourreaux.

Je vous préviens que le français n'est pas ma langue maternelle. J'ai l'impression que parler de réconciliation, c'est mettre des Rwandais dos à dos et réduire ce qui fut génocide à des massacres interethniques — comme les gens le disent souvent — ou alors à une guerre civile. Et quand on met les Rwandais dos à dos, on évacue tout ce qui peut être nos responsabilités, la responsabilité internationale quelle qu'elle soit.

Un génocide touche et tache l'humanité entière, quoi qu'on fasse. Après un génocide, l'humanité devrait s'interroger sur le « plus jamais ça », qui n'est plus qu'un slogan. Pourtant, la phrase a été prononcée avant ma naissance. Nous avons le devoir de ne pas tomber dans le piège de la banalisation ni dans la négation, par respect pour les victimes, pour nous, pour nos enfants, et au nom de la souffrance des survivants de l'horreur.



Je suis devenue réfugiée, imaginez, en 1995 en Belgique. Je venais de survivre à un génocide dans mon pays qui a fait plus d'un million de fois le massacre d'une vie humaine. Certains, à ce jour, ne sont pas encore prêts à reconnaître ce génocide, comme si c'était une question de nombre, pour que ce crime soit qualifié de génocide. C'est ça, le défi lancé à nous tous en tant qu'êtres humains.

J'ai constaté avec amertume que la force de l'idéologie génocidaire était encore très grande au Rwanda, mais que son pouvoir en Europe était incomparable. J'ai découvert que c'est à partir de l'Occident que s'est dessiné le destin des petits Africains, de mes enfants qui venaient d'être tous assassinés, pour ce qu'ils étaient et non ce qu'ils avaient fait. J'ai compris que non seulement l'idéologie de division a été institutionnalisée dans mon pays, mais que ceux qui ont soutenu cette politique n'arrivent pas à s'en défaire. Pour eux, le Rwanda n'existe qu'à travers des étiquettes : Hutus, Twas et Tutsis; c'est comme prendre un acide, y mettre une étiquette « sirop », et le faire boire à quelqu'un.

J'ai réalisé l'importance de la manipulation sur le génocide par les idéologues occidentaux et rwandais. Ceci dans le but de nier le génocide de ceux qui étaient étiquetés comme Tutsis et de dominer aussi le massacre de ceux qui étaient étiquetés Hutus et qui avaient ou étaient soupçonnés d'avoir refusé d'adhérer à cette idéologie destructrice du Rwanda et d'une partie de son peuple.

Les livres que j'écrivais ne me suffisaient plus.

J'ai passé une nuit sans sommeil. Je me posais une foule de questions, entre autres : « Comment l'humain a-t-il pu être capable d'accomplir ce que j'ai vécu, ce que j'ai vu de mes yeux. Pourquoi mes amis se sont-ils retournés contre moi, pourquoi sont-ils devenus mes ennemis? Moi qui, même à ce jour, crois que je n'en ai pas un seul. Pourquoi quelqu'un peut-il me haïr? Comment les bourreaux peuvent-ils vivre aujourd'hui avec le crime, ce qu'ils ont fait, l'acte qu'ils ont posé?

Comment les autres survivants du génocide vivent-ils notre passé, la mémoire de ce génocide? Comment les Rwandais peuvent-ils recommencer à vivre ensemble?

Ce sont toutes ces questions qui m'ont cassé la tête et j'ai décidé de savoir. En 1999, en collaboration avec une journaliste qui est dans la salle, une survivante et orpheline du génocide, nous avons créé une association sans but lucratif qui s'appelle :



Nyamirambo Point d'Appui, une fondation pour la mémoire du génocide au Rwanda et la reconstruction. La reconstruction est très importante, c'est ce qui fait qu'on a une mémoire finalement positive par rapport à notre passé.

Pourquoi ce nom ? Le mot lui-même est difficile à prononcer : Nyamirambo. C'est là que j'habitais, dans la vallée de Kigali, c'est là que j'ai reconstruit la maison et c'est là que je fais vivre mes vingt nouveaux enfants. Ils étaient orphelins, ils ne le sont plus, car je suis devenue leur mère. Ils sont mes enfants. Je ne suis plus une femme sans enfants. J'ai tout connu à Nyamirambo : l'amour de mon mari, mon mariage et la naissance de mes enfants, et aussi l'amitié de mes voisins. C'est à Nyamirambo que j'ai connu la haine aussi de ces voisins, car ce sont ceux-là mêmes qui sont venus assassiner mon mari et mes enfants — mes trois enfants —, mon frère, ma soeur, qui m'ont assassinée puisqu'ils ont assassiné tout ce que j'avais, tout ce que j'aimais.

Nyamirambo se traduit en français par lieu de cadavres. Je n'ai eu conscience de cette appellation qu'après le génocide. Je m'en veux de ne pas avoir compris plus tôt que j'habitais un cimetière. C'est à Nyamirambo que mes enfants ont été mutilés. J'étais dans une fosse commune. Toutefois, j'ai compris que c'est Nyamirambo qui me sert de repère. C'est mon histoire, et Nyamirambo est ma mémoire.

Avant de quitter Kigali pour l'Europe, je suis allée me recueillir sur les ruines de ma maison, puis sur la fosse commune de mes enfants pour les prier, leur annoncer mon départ. J'ai compris dès cet instant que j'aimais Nyamirambo, que j'aimais mon pays, malgré tout ce que j'ai souffert, que j'aime les Rwandais et que je les aimerai sans doute jusqu'à la fin de mes jours.

Malgré ce qu'ils m'ont fait souffrir, je dois reconstruire l'amour sur la haine, la vie sur la mort pour éviter le cercle vicieux de violence chez les enfants du Rwanda et pour donner un espoir à nos générations. Nyamirambo est mon point d'appui pour pouvoir exister.

J'ai décidé de retourner au Rwanda pour savoir, comprendre, rencontrer les survivants et leur poser des questions, rencontrer des bourreaux et leur donner la parole ; seul point de rencontre possible et début d'une reconstruction du tissu social rwandais. Humaniser le génocide. Rendre l'honneur aux victimes et refuser de tout mon coeur que mes enfants, comme les autres victimes du génocide, ne restent que des statistiques



pour tout le monde, pour les médias et pour les communiqués habituels. Voir avec les autres Rwandais par où commencer pour vivre ensemble après un crime sur lequel je ne parviens toujours pas à mettre des mots sans trahir.

Je n'ai pas compris pourquoi ce crime a eu lieu, mais j'ai compris comment cela arrive. La paix, la démocratie, ce n'est jamais un acquis, c'est une lutte de chaque instant. J'ai compris qu'un génocide commence par la déshumanisation et, quand le criminel pose l'acte, il est fier de ce qu'il fait parce qu'il croit bien faire. Il croit débarrasser l'humanité de l'ennemi et, pour en arriver là, le criminel passe par le chemin de l'éducation ; l'éducation à la division.

La première fois que j'ai subi la violence des voisins, j'avais 5 ans. Quand ils sont venus pour tuer mon père et qu'ils ne l'ont pas trouvé, ils m'ont transpercé la cuisse droite avec une lance. J'ai grandi sous différents noms : serpent, cafard, *falacha*, communiste, et que sais-je encore. Ils ont tué les Tutsis, et aucun de ceux que, depuis l'âge de 5 ans, j'ai vus accomplir ces actes, n'a jamais été puni. L'impunité s'est installée dans notre pays.

Quand j'ai commencé l'école, j'ai appris une histoire manipulée sur moi et sur mon pays. A 18 ans, j'ai reçu une carte d'identité. Cette carte d'identité ethnique que je peux comparer à l'étoile jaune des juifs dans les années 1940-1945. Mais moi, je vivais dans les années 1972, trente ans après la Shoah. Trente ans après, plus jamais ça ! Ce que j'ai subi durant ma scolarité, mes enfants l'ont subi jusqu'à leur assassinat en 1994.

Où étaient les humains ?

Par où commencer ? Je ne pouvais pas imaginer que mes frères, les Rwandais, puissent à nouveau vivre ensemble. Je me demandais si une renaissance était encore possible.

Une paix n'est possible au Rwanda, comme partout dans le monde, qu'au travers de vrais volontaires de la paix, et d'une lutte perpétuelle pour la sauvegarder, par l'éducation et la culture. C'est la raison pour laquelle notre association s'investit beaucoup dans l'éducation et dans la cohabitation de nos différences. Nous avons le devoir de faire comprendre aux jeunes du monde que nos différences sont nos richesses et qu'elles devraient nous servir de pont sur lequel nous allons bâtir les chemins qui nous mènent les uns vers les autres.



Pour y arriver, les Rwandais ont besoin de voir leur problème compris par les hommes comme vous, comme moi, et surtout par les décideurs. Tout le monde devrait comprendre qu'ils ne sont plus ni Hutus, ni Tutsis, ni Twas mais des Rwandais. Voilà un demi-siècle que je lutte pour sauver cette identité, et je me demande ce qu'il en est pour les autres.

Une ethnie rwandaise, nous sommes une ethnie rwandaise qui parle une même langue, qui a un même territoire, qui a une même culture, une même tradition et qui priait un seul Dieu avant l'arrivée d'autres religions. Nous étions un pays, une population monothéiste. Ce dieu du Rwanda qui passe ses journées ailleurs, comme le disaient nos ancêtres, et revient passer toutes ses nuits au Rwanda, au pays des mille collines et là, on est sûr qu'il a son vrai repos.

Soyons de simples outils de la paix, tout simplement. Soyons des humains dans toutes nos forces, dans toutes nos faiblesses. Et si nous avons comme principe qu'il n'y aura pas d'humanité sans pardon, mais qu'il n'y aura pas de pardon sans justice, ni de justice sans humanité, nous aurons un bon cercle de paix.



« Organisation par l'OIEC d'un séminaire de formation pour formateurs à l'éducation à la paix, à la réconciliation et au vivre ensemble, à Kinshasa en août 2003 »

par Père Ángel Astorgano Ruiz
Secrétaire général de l'Office international
de l'enseignement catholique (OIEC)

Permettez-moi de vous remercier vivement pour le choix que vous avez porté sur le Père Émile Shoufani en lui décernant le Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003. Cette candidature que l'OIEC a présentée et soutenue est pour nous le symbole du souci et de la vocation de l'enseignement catholique d'être ouvert à tous et de travailler à la promotion de la paix, de la réconciliation et du vivre ensemble.

L'Office international de l'enseignement catholique, à travers son réseau de deux cent dix mille établissements dans cent seize pays répartis sur tous les continents, a toujours manifesté une attention particulière à la question de l'éducation à la paix et au vivre ensemble. Plusieurs de nos établissements ont élaboré et mis en œuvre des activités et des dispositifs de sensibilisation de formation à une culture de la paix. Je citerai, pour illustrer mon propos, le cas du Cours Sainte Marie de Hann, à Dakar au Sénégal, que le Directeur général de l'UNESCO a honoré de sa visite en avril 2000, lors du Forum mondial sur l'éducation pour tous. Ce cours a obtenu le Prix UNESCO de l'Education pour la Paix en 1991.

Plus récemment, au mois d'août dernier, quarante-cinq responsables nationaux de l'enseignement catholique de treize pays d'Afrique se sont retrouvés du 11 au 16 août à Kinshasa, en République démocratique du Congo, pour préparer ensemble un séminaire de formation pour formateurs à l'éducation à la paix, à la réconciliation et au vivre ensemble.

Ce séminaire, auquel j'ai personnellement participé, a été conçu en étroite collaboration avec le Département Afrique de l'UNESCO, le Bureau UNESCO à Kinshasa, ainsi que la Commission nationale de la République démocratique du Congo pour l'UNESCO.



Il avait quatre objectifs :

- sensibiliser les responsables nationaux de l'enseignement catholique à l'importance de l'éducation à une culture de la paix ;
- définir avec eux les grands axes d'une formation des maîtres à la pratique de cette éducation ;
- les informer sur le travail fait par et avec l'UNESCO dans ce domaine ;
- élaborer une stratégie de mise en œuvre.

Le Directeur général a effectué une visite officielle en République démocratique du Congo dans les jours qui ont précédé notre séminaire, et je crois qu'il peut comprendre aisément le choix de ce pays pour la tenue du séminaire.

Ce choix, longuement réfléchi, a été motivé par deux raisons majeures : celle d'un lieu significatif pour les questions de paix et de réconciliation, d'une part, et celle d'un pays en train de reconstruire un tissu éducatif de qualité pour tous, d'autre part.

La participation effective des plus hautes autorités ecclésiales et politiques du pays, à travers le Cardinal Archevêque de Kinshasa et Madame la Ministre de l'éducation nationale, témoigne de l'intérêt que revêt cette question pour le pays.

Si nous avons initié le processus de formation à l'éducation à la paix, c'est bien avec l'objectif de développer des partenariats avec d'autres associations de la société civile et des responsables des systèmes éducatifs dans les trente-huit pays africains membres de l'OIEC.

C'est pourquoi le séminaire de formation de formateurs, préparé à Kinshasa et prévu au mois d'août prochain, accueillera un public plus large, composé des trois entités suivantes : enseignement catholique, pouvoirs publics et d'autres ONG.

L'objectif principal de ce séminaire est de former des ressources humaines capables de concevoir et de mettre en œuvre des dispositifs de formation, des outils pédagogiques et des démarches éducatives pouvant être transcrits dans des langues vernaculaires et disponibles sur un site web. Ces séminaires en Afrique ne sont que l'émergence de la volonté de l'OIEC de participer activement à la formation des maîtres à l'éducation à la paix, dans tous les continents.



Nous avons entamé une coopération étroite avec l'UNESCO et les Commissions nationales africaines pour l'UNESCO sur ce sujet précisément, et nous pouvons les assurer de notre entière disponibilité à poursuivre notre engagement dans cette œuvre commune.



« Le Mémorial de Caen : de la mémoire de la guerre vers l'éducation à la paix »

par M. Christophe Bouillet

Historien, Programme Paix et Conflits
du Mémorial de Caen, France

Dans le nécessaire travail d'éducation à la paix et de réconciliation, les musées, et particulièrement les musées pour la paix, ont un rôle important à jouer. Ils constituent un réseau englobant des centaines de milliers de visiteurs à travers le monde et sont autant de lieux de réflexion et d'éducation particulièrement actifs.

Le Mémorial de Caen a été fondé en 1988 par la volonté d'un homme, Jean-Marie Girault, Maire de Caen de 1970 à 2001. Engagé dans les équipes de secours d'urgence en 1944, il a été à jamais marqué par la guerre et la souffrance des civils. Envisagé dans un premier temps comme un musée de la Bataille de Normandie, le Mémorial de Caen devient rapidement, sous l'impulsion de cet homme, un lieu de réflexion sur la Seconde Guerre mondiale et sur la fragilité de la paix dans le monde, autant par l'intermédiaire de ses parcours muséographiques que par les événements qu'il conçoit. En 1990 a lieu la première édition du Concours international de plaidoiries pour la défense des droits de l'homme, événement désormais annuel. En 1991 est inaugurée la Galerie des Prix Nobel de la Paix. En 1994 ont lieu les Premières rencontres internationales pour la prévention des conflits. En 2002 enfin, le musée s'agrandit, avec 4500 m² supplémentaires, permettant une mise en perspective des événements historiques de 1945 à 1991 et une réflexion sur la paix et le monde d'aujourd'hui. Cette dernière partie aborde les thèmes liés à la paix d'une manière très approfondie, sur deux niveaux, pouvant donner lieu à une journée de visite : outils possibles pour construire la paix ; cultures de paix à travers le monde ; les différentes formes de violence ; un observatoire de la paix ; enfin, un espace sur les liens entre paix et écologie.

Le Mémorial de Caen est un bon exemple de dépassement des thèmes liés au travail de mémoire, travail évidemment salubre, mais qui au bout du compte doit être orienté par un projet d'avenir afin que la mémoire ne courre pas le risque de s'enrouler, vainement,



sur elle-même. Il fallait donc proposer aux visiteurs des outils pour construire un monde meilleur, leur signifier qu'il existe des solutions et que l'avenir leur appartient.

Dans un premier temps, la mémoire a été mise au service de la réconciliation franco-allemande. Le Mémorial s'est démarqué des musées d'histoire militaire en présentant les Allemands non comme des ennemis, mais comme des victimes du nazisme. Tous les textes présentés ont été systématiquement traduits en allemand. Le drapeau allemand flotte sur l'esplanade depuis la fondation du musée. Le respect de la mémoire des soldats allemands est assuré dans le film sur le Jour J par la présentation des événements vus de leur côté. Enfin, en 1994, lors du cinquantième anniversaire du débarquement, le maire de Caen a proposé au gouvernement français d'inviter des hommes politiques allemands dont le Chancelier Kohl; devant le refus du gouvernement, il les a invités en son nom propre.

Mais il fallait aller plus loin et faire en sorte d'être solidaires de la lutte contre toutes les guerres et contre toutes les violences, et proposer des outils, des concepts, des analyses aussi larges que possible pour construire la paix. Car au fondement de la réconciliation il y a peut-être un sentiment et une interrogation : non seulement « plus jamais ça », mais aussi « comment faire désormais? ». Et non seulement dans le cadre d'un rapprochement entre deux pays, mais plus largement pour la paix mondiale.

La Secrétaire générale de l'Office franco-allemand pour la jeunesse, une des institutions-clés créées dans l'après-guerre pour servir la réconciliation, disait récemment que les jeunes aujourd'hui expriment le besoin d'aller au-delà du travail de mémoire qu'ils estiment pourtant absolument nécessaire, et de construire ensemble les contours d'un projet pacifique pour le monde actuel. Elle trouvait passionnante l'orientation prise par le Mémorial d'emmener les visiteurs de la mémoire de la guerre vers l'éducation à la paix, car elle pensait que les jeunes Allemands pourraient d'autant mieux travailler sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, avec toute la culpabilité qui pouvait éventuellement resurgir, qu'ils seraient impliqués dans des projets sur la paix dans le monde d'aujourd'hui. Seul un travail de mémoire peut fonder un projet d'avenir, mais l'inverse est aussi vrai : seul un projet d'avenir peut au sens le plus profond fonder un travail de mémoire. Encore faut-il que l'on propose des outils adaptés à la construction de ce projet.

Quels outils donner aux jeunes générations pour construire la paix aujourd'hui? Nous avons essayé d'y répondre dans nos nouveaux parcours : il nous a d'abord paru essentiel



de ne pas donner qu'un seul point de vue sur la paix, disons celui qui est actuellement dominant, qui semblerait plutôt issu du monde occidental, mais d'aller explorer d'autres civilisations, d'autres traditions, qui ont aussi leur mot à dire si nous voulons construire un projet qui soit réellement à l'échelle de la planète. Nous explorons ainsi les grandes cultures de paix à travers le monde et invitons le visiteur à créer sa propre conception de la paix en prenant le meilleur de chacune.

Ensuite, nous offrons aux visiteurs plusieurs chemins possibles de construction de la paix, par la démocratie à l'échelle mondiale, par le désarmement, par la non-violence active, par le travail de transformation des conflits à travers la médiation, la prévention et la réconciliation, et enfin par la construction de cultures, d'économies et de sociétés moins violentes. On voit que la construction de la paix implique des chantiers immenses dans des domaines très variés, mais l'impression de découragement que l'on pourrait ressentir est tempérée par la présentation d'expériences positives réalisées dans chaque domaine.

Dans le seul domaine de la réconciliation, par exemple, sont présentés :

- La Commission vérité et réconciliation en Afrique du Sud ;
- Un dialogue islamo-chrétien organisé en Suisse, en 1995, 900 ans après l'appel du Pape Urbain II qui marqua le début des Croisades ;
- Une expérience de réconciliation par la musique avec le Pavarotti Center à Mostar en Bosnie ;
- Une autre Commission vérité, celle du Guatemala, moins heureuse que celle d'Afrique du Sud, puisqu'il a fallu la publication d'un rapport parallèle pour que tout l'éclaircissement soit fait ;
- Le Peace Boat, un bateau pour la paix, association d'origine japonaise qui milite notamment pour la réconciliation entre le Japon et la Corée ;
- Le Hazelwood College à Belfast, établissement acceptant à la fois des enfants protestants et des enfants catholiques, ce qui est une exception en Irlande du Nord ;
- Une association coréenne-américaine, née après les émeutes de Los Angeles de 1992, et qui a pour but de rapprocher les communautés coréenne et noire américaine ;
- Une exposition, intitulée « Le sentier de la Paix », qui circule dans les écoles au Rwanda et permet aux enfants de faire le point sur ce qui mène à la peur de l'autre et au racisme.



Le visiteur peut ainsi appréhender une multitude d'approches, très diverses, et voir que tout un répertoire de solutions est possible. Nous manquons souvent en effet cruellement de documents sur les expériences positives; elles sont rarement valorisées, rassemblées. Nous avons souhaité créer ce répertoire d'actions (en tout environ 80 sont présentées) pour faire sortir le visiteur de la torpeur dans laquelle a tendance à l'enfermer la récurrence des violences dans le monde. Un des pires maux de notre époque réside peut-être dans ce sentiment d'impuissance très répandu, cette acceptation résignée et ce sentiment que l'individu n'a plus ni place ni valeur.



« Foi, genre et réconciliation »

par M. David Mumford

Coordinateur international, Mouvement international
de la réconciliation (MIR)

C'est pour moi une joie et un privilège que d'être invité à participer aujourd'hui aux débats de cette table ronde en compagnie de collègues aussi illustres. La question de la culture de la paix et des fondements de la réconciliation est cruciale pour l'avenir de l'humanité.

Le Mouvement international de la réconciliation (MIR), organisme dont j'ai l'honneur d'être le coordinateur international, a été créé en 1919 au lendemain de la Première Guerre mondiale. Au cours de cette guerre, des personnes de nationalités différentes avaient appris à haïr et mépriser l'ennemi — l'autre.

Un des éléments constitutifs de la Culture de la paix est le refus de diaboliser l'autre. La foi peut jouer un rôle essentiel à cet égard. Elle peut faire partie du problème mais elle peut aussi être une composante de sa solution.

Une foi partagée peut être source de solidarité et assurer le maintien de l'identité communautaire. Il arrive néanmoins, comme je l'ai constaté en Irlande du Nord, qu'elle soit la cause de divisions. Des communautés différentes ayant leurs propres écoles, leurs propres églises et leurs propres activités sociales peuvent vivre séparément les unes des autres, tant et si bien que les jeunes arrivent à l'âge adulte sans s'être jamais vraiment fait un ami en dehors de la leur. Il est en effet difficile de nouer des liens d'amitié et de confiance en dépit des clivages, d'instaurer un dialogue qui permette à des personnes d'appartenance distincte, mais vivant ensemble sur le même sol, de mener une réflexion sur leur histoire commune au lieu d'utiliser sélectivement cette histoire pour entretenir le souvenir des injustices passées. Le contact humain fait partie intégrante de la réconciliation.



Pire encore, la religion sert parfois d'excuse à la violence politique. Tel a été le cas en Irlande du Nord — et également dans le Gujarat (Inde) où ceux pour qui la violence était une voie acceptable se sont emparés de l'hindouisme. Cette violence corrode et détruit les relations entre les communautés. Une musulmane de Baranpura a ainsi déclaré : « Nous avons de bonnes relations avec nos voisins. Nous avons l'habitude de nous rendre visite pour les fêtes et en d'autres occasions. Nous les invitons. Maintenant, ils ne nous connaissent plus ».

Pourtant, la foi ouvre aussi des perspectives de caractère universel. La naissance du Mouvement international de la réconciliation en est assurément l'illustration. En août 1914, des chrétiens se sont réunis à Constance pour y tenir une conférence visant à promouvoir l'amitié entre les nations par l'intermédiaire des églises. Les participants ont dû se séparer prématurément en raison d'une situation internationale menaçante. Il n'en demeure pas moins que des liens solides avaient déjà été noués entre Henry Hodgkin, quaker anglais, et Friedrich Siegmund Schultze, pasteur de Postdam et chapelain du Kaiser, auquel ses proclamations sur le christianisme et la guerre devaient rapidement valoir la peine de mort en Allemagne. Ces deux hommes se sont quittés à la gare de Cologne, en se serrant la main et en se disant qu'ils étaient un en Christ et ne pourraient jamais se faire la guerre.

Une foi partagée peut transcender l'inimitié entre nations. Ces hommes épris de paix étaient notamment convaincus qu'il fallait rechercher des moyens autres que la violence pour régler les différends, ne plus diaboliser l'autre en le considérant comme l'ennemi mais reconnaître qu'il participait d'une même humanité. Les personnes de confessions différentes peuvent, en travaillant ensemble, édifier une culture de la paix et ouvrir la voie à la réconciliation.

En février 2001, dix femmes de Bosnie-Herzégovine, de religion catholique romaine, orthodoxe, musulmane et juive, se sont rencontrées en vue d'examiner les moyens de panser les blessures de la guerre. Ce faisant, elles ont préparé le terrain pour la conférence tenue sur le thème « Women know common values » (Les femmes connaissent des valeurs communes) par 80 femmes, un mois plus tard, dans le centre communautaire juif de Sarajevo. Ces travaux ont permis de dégager trois formes d'action concrète : conférences du soir dans toute la Bosnie sur la religion en tant que moteur du changement social; célébrations multiconfessionnelles et week-ends pour les jeunes; campagne médiatique sur le thème « La diversité fait la force » articulée autour de vingt fêtes religieuses traditionnelles en Bosnie.



Le fait que ce soient des femmes qui aient pris une telle initiative mérite de retenir l'attention. L'importance du genre (concept fortement social et culturel) dans l'édification d'une culture de la paix est désormais de plus en plus largement admise. Cela étant, le MIR se félicite de ce que le Conseil de sécurité de l'ONU, dans sa résolution 1325, ait reconnu la nécessité d'une sensibilisation aux questions de parité. La culture de la paix repose sur un partage du pouvoir. La culture de la violence est fondée sur une inégalité en la matière et sur la domination. L'emprise masculine sur les modèles féminins fait la part plus belle à la domination qu'à l'égalité. L'injustice entre les sexes porte à croire que l'un des deux sexes est par nature mieux ou plus adapté que l'autre à l'exercice du pouvoir. Une éducation qui consiste à élever les garçons dans l'idée que la violence ou la domination sont des signes de virilité et à faire croire aux filles que la passivité ou l'obéissance aveugle sont des signes de féminité contient en germe une culture de la violence. La violence dans la famille, par exemple la maltraitance de la femme ou de l'enfant, contribue à susciter des attitudes et des comportements tolérants à l'égard de la violence partout dans la société. Une culture de la paix a des effets sur nos vies, nos sociétés dans leur ensemble.

Le programme « Women Peacemakers » (Des femmes oeuvrent pour la paix) du Mouvement international de la réconciliation affirme que la non-violence active peut transformer les vies des individus et les sociétés. Entre autres objectifs, il vise à autonomiser les femmes en les formant à la non-violence, à les aider à découvrir le pouvoir qu'elles recèlent et que recèlent leurs communautés et à mieux connaître les mécanismes de la domination, en particulier ceux du genre. Il peut être remédié à l'injustice résultant de relations fondées sur l'inégalité des pouvoirs et, en oeuvrant en faveur de la justice, on améliore les chances de réconciliation.

La réconciliation est un processus. Grâce à elle, les énergies peuvent être mobilisées utilement aux fins de la prospérité humaine au lieu de se consumer dans la haine et l'amertume. La réconciliation part du principe que l'être humain peut changer — qu'il peut assumer le tort qu'il a causé, qu'il peut être pardonné et qu'il peut regretter sincèrement ce qu'il a fait — même s'il est souvent beaucoup plus facile pour les victimes de pardonner aux personnes coupables de violence et d'injustice une fois que celles-ci se sont repenties. Dans bien des cas, il s'agit plutôt d'un processus de conciliation, étant donné que de bonnes relations n'ont peut-être jamais existé auparavant.



Une structure formelle comme la Commission vérité et réconciliation, en Afrique du Sud, peut aider à découvrir comment ou pourquoi certains faits se sont produits. Il est essentiel de respecter en tous points les droits de l'homme, y compris le droit à la sécurité physique et à la protection sociale, pour instaurer un cadre relationnel satisfaisant. J'ai vu des efforts de médiation déployés à petite échelle réussir ce qui pourrait sembler irréalisable : faire se rencontrer des voisins et des membres d'une même famille déchirés par des conflits et en proie à la honte.

Il y a toujours de l'espoir. Ce que nous entendons cet après-midi nous montre que même dans les circonstances les plus délicates la réconciliation est possible. La paix est le meilleur cadre pour nous épanouir véritablement dans notre pleine humanité. La foi peut être un élément de solution ; le genre n'est pas forcément une source de division. Les êtres humains sont capables de coexister dans la coopération et l'amitié. C'est ainsi que Dieu veut que nous vivions.



« Les femmes et la réconciliation - L'art de recoller les morceaux »

par M^{me} Edith Ballantyne

Conseillère spéciale sur les questions des Nations Unies,
Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF)

J'aimerais commencer sur une note personnelle et parler essentiellement de la réconciliation après un conflit armé. Dans ma jeunesse, j'ai participé à la lutte acharnée contre le fascisme et le nazisme en Europe et j'ai appris ce que c'était que d'être réfugiée. J'étais engagée dans une lutte qui divisait une société et une communauté aussi bien politiquement, socialement que moralement, et où beaucoup ont trouvé la mort, et j'ai personnellement dû effectuer un travail intérieur de réconciliation, ou plutôt vaincre la résistance que suscitait en moi le processus de réconciliation. Je connais les tourments qu'engendre ce processus et je sais combien il est laborieux. Le refuge forcé sur un autre continent m'a sauvé des périls des bombes et des destructions de la Deuxième Guerre mondiale. Pourtant, je ne me suis pas entièrement libérée du ressentiment, de la méfiance, voire de cette ombre de rejet que m'inspire la réconciliation survenue au sein d'une société dans laquelle le nationalisme, le racisme et tant d'autres inégalités et de multiples formes de discrimination perdurent, dépassant les bornes un peu plus à chaque fois.

Par la suite, au cours des nombreuses années passées à travailler avec la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté à Genève, j'ai eu l'occasion de connaître de l'intérieur certaines des luttes que menaient des peuples pour l'indépendance, contre l'oppression et les injustices économiques et sociales flagrantes. Soutenir les individus dans leur lutte tout en essayant de trouver des solutions pacifiques aux conflits qui déchirent des communautés et des sociétés tout entières sera toujours un aspect important de mon activité. L'organisation que je représente et moi-même à titre personnel, nous avons soutenu la lutte contre l'apartheid et nous continuons d'oeuvrer pour un règlement pacifique du conflit au Moyen-Orient. De même, nous continuons de soutenir la lutte que mènent les peuples autochtones pour obtenir la pleine reconnaissance de leur droit à l'autonomie. Il y a d'autres conflits dont



les enjeux nous tiennent à coeur et auxquels nous nous efforçons de contribuer à mettre fin. Le règlement des conflits par des moyens pacifiques est un engagement et cet engagement vaut tout autant lorsqu'il s'agit de consolider la paix une fois que les armes se sont tues et que la reconstruction commence.

De plus en plus, en effet, on a conscience du fait que la réconciliation est une étape importante dans la construction de la paix. On commence à avoir une certaine expérience en la matière et on écrit beaucoup sur la question ; les théories abondent et de nouveaux paradigmes sont définis. Toutefois, les moyens et les méthodes de réconciliation varient considérablement d'une situation à l'autre. Ainsi, il n'est guère probable que la procédure employée par la Commission vérité et réconciliation en Afrique du Sud, aussi remarquables qu'en aient été les résultats, puisse être reprise dans un autre contexte. Elle restera sans doute une expérience unique en son genre.

Le professeur Dan Bar-On, de l'Université Ben Gourion, en Israël, écrit de nombreux articles et donne de nombreuses conférences sur le travail qu'il mène dans le cadre de la réconciliation entre les enfants de nazis allemands qui occupaient des postes élevés dans l'appareil hitlérien et les enfants des victimes de l'holocauste. Il attire l'attention sur les dimensions juridiques et psychosociales de la réconciliation. Sur le plan juridique, la question se pose de savoir comment traiter les responsables des conflits et leurs victimes. Faut-il juger les premiers et les punir (comme cela s'est passé à Nuremberg, où les criminels de guerre nazis ont été jugés individuellement et punis après la Deuxième Guerre mondiale, et comme cela se passe aujourd'hui à La Haye et à Arusha, où les tribunaux jugent et punissent des particuliers pour les crimes commis dans les Balkans et au Rwanda) ? Ou bien faut-il pardonner aux auteurs des crimes une fois qu'ils ont confessé leurs torts — comme cela a été plus ou moins le cas avec la Commission vérité et réconciliation en Afrique du Sud ?

Nous savons que les proches des milliers d'hommes et de femmes qui ont été torturés à mort ou qui ont disparu sous la dictature militaire au Chili, en Argentine et dans d'autres pays au cours des années 70 et 80, refusent d'envisager la réconciliation tant qu'il n'aura pas été mis fin à l'impunité dont bénéficient les criminels et tant que ces derniers n'auront pas été traduits en justice. Et qu'en est-il des réparations auxquelles seraient en droit de prétendre les victimes des crimes commis ?



Il me semble que la réconciliation a également une dimension économique qu'on ne peut ignorer. Aujourd'hui, tant de conflits, perçus comme des guerres religieuses ou ethniques, ont en fait leurs racines dans l'injustice et l'exploitation économiques. Il y a quelques jours, la BBC indiquait qu'actuellement on tue plus de fermiers blancs en Afrique du Sud qu'au Zimbabwe. Cette situation risque d'empirer si toutes les terres agricoles fertiles demeurent entre les mains des fermiers blancs et ne sont pas redistribuées de façon plus équitable à la multitude des affamés dépourvus de terres.

Je suis convaincue que les processus de réconciliation revêtent une importance déterminante pour la consolidation de la paix et l'édification d'une culture de la paix. Mais je suis non moins convaincue que, dans le monde actuel, ils doivent procéder d'une vision à la fois globale et réaliste. Ils doivent certes tenir compte des facteurs religieux et culturels et des revendications identitaires ainsi que des contextes sociaux, mais sans pour autant faire abstraction des causes économiques sous-jacentes. Dans chaque cas, ils doivent traduire la nécessité et la volonté de s'attaquer aux racines du conflit.

Comment engager le processus de réconciliation dans le climat d'hostilité qui règne au sortir d'un conflit? Sur ce point, je suis fermement persuadée que les femmes disposent d'un avantage. En tant que groupe social, elles sont des pacificatrices et des conciliatrices-nées. C'est ce qu'elles font toute leur vie, que ce soit dans la famille, au sein de la communauté, à l'école ou sur le lieu de travail. Ce ne sont pas elles qui portent les armes et les utilisent, du moins elles ne sont pas encore perçues comme telles; pendant le conflit, elles sont généralement occupées à chercher de quoi manger pour maintenir leur famille en vie et éviter son éclatement. C'est ce qui les rapproche des femmes « de l'autre camp ». Il leur est plus facile de tendre la main vers l'autre pour mettre un terme au carnage et à la destruction qui les entourent, parce qu'elles tiennent à préserver la vie; elles peuvent se comporter ainsi parce qu'elles ne sont pas retenues par un faux sentiment de puissance. En outre, les femmes sont dotées d'un esprit pratique et elles ne renoncent jamais.

Dans tant de conflits armés, les femmes ont fait corps pour obtenir que leurs hommes et leurs dirigeants déposent les armes. Je connais des femmes en Sierra Leone qui, pendant toutes les années du conflit armé, ont organisé des services de soins médicaux pour venir en aide aux malades, ont fait la classe dans leur maison lorsque les écoles étaient fermées ou qu'il était trop dangereux pour les enfants de se rendre à l'école. Elles ne leur ont pas demandé à quel camp ils appartenaient. Elles ont leurs réseaux



qui ne se soucient pas des « lignes ennemies » et agissent ensemble pour mettre un terme aux combats.

En Albanie, des femmes sont allées rapporter les armes que les hommes avaient volé dans les dépôts de l'armée parce qu'elles voulaient que leurs maisons et leurs rues soient débarrassées de tous ces fusils à la détente facile. Au Sri Lanka, des femmes cinghalaises sont allées à Jaffna rencontrer des femmes tamoules pour rechercher avec elles des moyens de mettre un terme au conflit. En Irlande du Nord, l'action des femmes a incontestablement contribué à amener les dirigeants à la table des négociations. Ce sont là quelques exemples seulement qui montrent ce que les femmes font et comment elles franchissent les lignes ennemies pour lever les obstacles à la réconciliation.

En règle générale, ce ne sont pas les femmes qui déclenchent les guerres ; d'ordinaire, elles en sont plutôt les victimes. Les femmes s'efforcent de préserver l'unité de la famille et, lorsque les massacres et les destructions ont pris fin, elles soignent les blessés et s'occupent des invalides ; ce sont elles qui recollent les morceaux pour que la vie puisse reprendre son cours. Elles n'ont rien à gagner à la guerre et aux préparatifs de guerre. Par contre, elles ont tout à gagner à la paix et à une utilisation efficace et pacifique des ressources qui permettra de satisfaire leurs besoins — au lieu de voir ces ressources gaspillées pour détruire ce qu'elles-mêmes ont aidé à construire. Bien sûr, cela vaut aussi pour les hommes, si seulement ils étaient plus nombreux à en prendre conscience.

En octobre 2001, le Conseil de sécurité des Nations Unies a enfin reconnu la contribution que les femmes peuvent apporter au processus de paix, que ce soit dans les domaines de la prévention des conflits et de la gestion des différends ou dans la phase des négociations et de la consolidation de la paix. Dans sa résolution 1325, le Conseil de sécurité invite les gouvernements et l'Organisation des Nations Unies à associer les femmes à tous les aspects des processus de paix. Malheureusement, la situation n'a guère changé depuis l'adoption de cette résolution. Mais les femmes s'emploient à en traduire les dispositions dans la réalité.

Les femmes ont un rôle essentiel à jouer dans la promotion d'une culture de la paix, non seulement en tant que mères, unies par des liens étroits à leurs enfants, et en tant que travailleuses de terrain, mais aussi en tant qu'artisans de la paix. L'un des principaux objectifs de l'Année internationale de la femme (1975), puis de la Décennie des Nations Unies pour la femme, était d'ouvrir la voie pour que les femmes accèdent



aux sphères du pouvoir où l'on décide de la guerre et de la paix, pour qu'elles puissent faire entendre leur voix plus largement et plus efficacement dans les processus complexes de règlement des différends, de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Les progrès sont lents, c'est le moins qu'on puisse dire. J'aimerais donc suggérer que l'on fasse de la concrétisation de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies un volet important des activités menées dans le cadre de cette décennie pour la promotion d'une culture de la paix.



Conclusions par

M^{me} Monique Fouilhoux

Présidente, Comité de liaison ONG-UNESCO

C'est un moment redoutable car ce que nous avons entendu cet après-midi est bien plus fort pour moi et m'interpelle bien davantage que tout ce que je peux voir à la télévision, tout ce dont on nous abreuve, toutes ces images, et j'espère qu'il en est de même pour vous. Tout à l'heure, quelqu'un a remercié l'UNESCO et, en tant que Présidente des ONG de l'UNESCO, je voudrais à mon tour remercier cette Organisation d'être ce lieu qui permet aujourd'hui d'être réunis pour entendre des témoignages de cette qualité, et dire merci à l'UNESCO de rendre possible ce genre de manifestations car il y a peu de lieux, peu d'agences intergouvernementales où on peut encore débattre et entendre ce genre de témoignages.

Je voudrais vous remercier aussi, donc, d'être venus si nombreux pour faire barrage à la haine, mais pour prendre également une leçon d'espoir, car vous n'êtes pas des naïfs, je ne suis pas naïve. Nous n'allons pas changer les choses, je dirais influencer sur le cours des choses cet après-midi, malheureusement, mais des après-midis comme celui-là sont une petite goutte d'eau qui, je l'espère, fait avancer les choses et surtout va cheminer dans nos consciences. Car, oui, je pense très vivement que les messages dont étaient porteurs le Père Shoufani et M^{me} Mukagasana, même s'ils étaient chargés de souffrances, chargés d'une grande émotion, sont malgré tout des messages d'espoir extrêmement précieux dans le monde de haine, dans l'environnement de haine et de conflit dans lequel nous évoluons aujourd'hui. Car c'est bien notre environnement, et nous avons tendance et je prendrai notamment l'exemple de la France, à voir ces images en pensant que cela se passe ailleurs. Il y a bien des conflits dans ce pays aussi, de natures diverses, mais ce n'est pas la même chose. Cela se passe ailleurs. Ce sont des gens qui se battent entre religions, entre ethnies, oui, on a mal pour les enfants, les femmes qui souffrent, mais c'est un peu ailleurs et nous gardons notre bonne conscience.



J'espère que les nombreux témoignages que nous avons entendus cet après-midi feront que nous ne repartirons pas ce soir simplement avec notre bonne conscience en paix.

Le Père Shoufani nous a rappelé quelque chose d'important car, sur ces questions d'éducation en général, mais d'éducation à la paix plus particulièrement — cela a été dit à plusieurs reprises —, nous avons tous la mémoire courte. Comment est-il possible qu'au début de ce millénaire nous entendions encore dire que nos enfants ont été assassinés pour ce qu'ils étaient. Oui, nous avons bien tous la mémoire courte et je crois que nous devons lutter contre cela, et je crois que l'éducation a un rôle : ce que fait le Père Shoufani, mais ce qui est fait aussi dans les différents autres exemples qui nous ont été donnés, dans les musées, à la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté. Chacun montre qu'il est possible d'entreprendre un certain nombre d'actions pour essayer de changer les choses, car il faut effectivement que les nouvelles générations puissent être éduquées à ce que M^{me} Mukagasana nous a dit, éduquées non pas à la haine — comme elle a reçu cette éducation — mais éduquées à devenir des frères. On nous a rappelé les valeurs. Le Père Shoufani insistait sur la relation d'amour, la question du partage, et ce partage de la mémoire auquel nous venons de participer cet après-midi, auquel nous avons tous été conviés. Je crois qu'en repartant d'ici, nous devons tous, en tant que personnes, en tant qu'êtres humains, être responsables, le faire partager à notre tour.

Je le disais donc, les médias nous déversent collectivement des images, mais je crois qu'au travers de l'éducation à la paix, il est de notre devoir, il est de notre responsabilité, de notre responsabilité collective, mais aussi individuelle — et cela nous a été largement rappelé au travers des différents témoignages — de faire comprendre donc aux nouvelles générations que la paix ne peut être atteinte que par un travail tenace et constant. Et je crois que le travail que, Père Shoufani, vous faites depuis des années, montre que cette ténacité et cette constance sont des éléments essentiels dans la réussite de ce travail, même si on peut être découragé, même si on a l'impression qu'au bout du chemin on a peu fait, c'est très important.

Dans ce travail d'éradication des conflits, de l'intolérance, de la haine, je crois que les ONG de toutes natures, aussi bien celles qui sont ici en relation avec l'UNESCO que les ONG de terrain, jouent un rôle important par un ensemble d'actions journalières, quotidiennes, de fond. Aussi je les invite, je vous invite, comme le dit la fable « Cent fois sur le métier à remettre votre ouvrage ».



Les ONG, je le rappelle, ont adopté il y a un peu plus de 18 mois un plan d'action pour cette décennie dédiée à la Culture de la paix, et je crois que cette journée nous montre qu'il faut renforcer notre action, l'approfondir, car nous avons peut-être ces derniers temps eu tendance à nous assoupir un peu. J'espère que cet après-midi nous aura réveillés et nous aura de nouveau, je dirais, stimulés pour de nouveau repartir en cette rentrée.

Le Père Shoufani nous a dit, et je voudrais pour conclure reprendre sa phrase, « il y a une autre pensée et il y a une autre réalité ». Contribuons effectivement par notre action collective, mais surtout contribuons par notre choix collectif, notre choix personnel, par cette éducation aux valeurs humaines, « éduqués à devenir des frères, » contribuons à l'évolution et à la réalisation de cette paix que nous appelons tous de nos vœux.

Je le disais il y a quelques instants, cela a été rappelé, mais je crois que c'est vraiment quelque chose d'important, nous avons la mémoire courte, et nous devons tout faire pour que les choses ne se passent plus ainsi. Nous allons nous rendre dans quelques minutes à la remise des prix, et j'espère que vous serez là aussi pour soutenir les deux récipiendaires qui seront à l'honneur. Soutenons-les à ce moment-là, soutenons-les dans leurs efforts, mais surtout, ne rentrons pas chez nous après cet après-midi en ayant une bonne conscience, on a fait une bonne action. Rentrons chez nous, agissons, comme ils nous l'ont demandé, comme personnes humaines. Mettons-nous debout et prenons tous nos responsabilités en tant qu'êtres humains.

ANNEXES





Règlement général du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix*

Article premier – But

Le Prix UNESCO de l'éducation pour la paix a pour but de promouvoir toutes les actions visant à « l'établissement des défenses de la paix dans l'esprit des hommes », en récompensant une activité particulièrement remarquable visant à sensibiliser l'opinion publique et à mobiliser les consciences de l'humanité en faveur de la paix, en s'inspirant de l'esprit de l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de la Charte des Nations Unies.

Art. 2 – Prix

- a) Le Prix, qui ne sera pas divisible, sauf à titre exceptionnel, pourra être décerné à une personne, à un groupe de personnes ou à une organisation.
- b) Le Prix sera attribué chaque année.
- c) Le montant du Prix sera de l'ordre de 60 000 dollars; le montant exact en sera établi chaque année en tenant compte des intérêts provenant du fonds.
- d) Le montant d'un prix non attribué une année pourra être attribué l'année suivante à un second lauréat.
- e) La durée d'attribution du Prix est indéterminée. Si l'UNESCO décide d'arrêter l'attribution du Prix, le solde du fonds sera restitué à la Fondation.

* Adopté par le Conseil exécutif de l'UNESCO à sa 110^e session (septembre-octobre 1980).



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 2003

Art. 3 – Fonds

Le montant d'un million de dollars des États-Unis offert par la Japan Shipbuilding Industry Foundation est déposé dans un compte spécial de l'UNESCO, et seuls les intérêts annuels seront utilisés pour le financement du Prix et des activités du jury chargé de l'attribuer.

Art. 4 – Désignation des lauréats

Les lauréats seront désignés par le Directeur général de l'UNESCO sur proposition d'un jury international.

Art. 5 – Jury

Le jury sera composé de neuf personnalités venant des différentes régions du monde et sélectionnées parmi les participants ou invités aux Assises de la paix tenues en 1979, ou ceux d'autres réunions ou manifestations consacrées à la paix et organisées par l'UNESCO, ou encore parmi les représentants des grands moyens d'information et les spécialistes de l'éducation pour la paix.

Les membres du jury, qui seront nommés par le Directeur général pour une période de trois ans, siégeront en tant que « Commission internationale pour la paix dans l'esprit des hommes » ; celle-ci pourra entreprendre toute autre activité d'étude, de recherche et de sensibilisation de l'opinion publique dans le domaine de l'éducation pour la paix, telle qu'elle est définie dans l'article premier du présent Règlement.

Art. 6 – Critères pour l'attribution du Prix

- a) Le lauréat ne saura faire l'objet d'une discrimination quelconque pour des motifs relevant de sa nationalité, sa religion, sa race, son sexe ou son âge. Il devra s'être distingué par une action méritoire s'échelonnant sur plusieurs années et confirmée par l'opinion publique internationale, dans les domaines de :
 - la mobilisation des consciences pour la paix ;



- la mise en œuvre, à l'échelle internationale ou régionale, de programmes d'activités visant à renforcer l'éducation à la paix, en y associant l'opinion publique;
 - le lancement d'initiatives importantes contribuant au renforcement de la paix;
 - l'action éducative entreprise en faveur de la promotion des droits de l'homme et de la compréhension internationale;
 - la sensibilisation de l'opinion publique, par les médias et par d'autres moyens efficaces, aux problèmes de la paix;
 - toutes autres activités reconnues capitales pour l'établissement de la défense de la paix dans l'esprit des hommes.
- b) Le lauréat sera sélectionné pour une activité exécutée dans l'esprit de l'UNESCO et de la Charte des Nations Unies.

Art. 7 – Présentation des candidatures

- a) Les États membres de l'UNESCO, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales admises au bénéfice du Statut consultatif avec l'UNESCO et les personnalités qualifiées, de l'avis du Directeur général, dans le domaine de la paix pourront recommander la candidature d'un particulier, d'un groupe de particuliers ou d'une organisation dont les activités méritent d'être distinguées par ce Prix.
- b) La date limite pour la présentation des candidatures sera fixée chaque année par le Directeur général.

Art. 8 – Sélection du lauréat et date d'attribution du Prix

Le jury siégera au cours des trois mois qui suivront la date limite de présentation des candidatures afin de formuler des recommandations au Directeur général pour la sélection du lauréat de l'année. La date d'attribution du Prix sera fixée par le Directeur général en consultation avec le lauréat, au cours de la même année.



Art. 9 – Cérémonie officielle

Une cérémonie officielle sera organisée pour la remise du Prix. Le discours prononcé par le lauréat à l'occasion de cette cérémonie fera l'objet d'une publication de l'UNESCO.



Membres du jury international du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2003

Présidente du jury international :

P^r LUCY SMITH (Norvège)

Professeur de droit
Institut de droit privé
Université d'Oslo
Oslo

P^r ARJUN APPADURAI (Inde)

Professeur d'études internationales
Directeur, Initiative on Cities and Globalization
Université de Yale
New Haven

P^r MOHAMMED ARKOUN (Algérie)

Professeur émérite, Sorbonne (Paris-III)
Paris
Professeur invité, Institute of Ismaili Studies
Londres

S. Exc. Monsieur JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR (Pérou)

Ancien Secrétaire général des Nations Unies
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
Délégué permanent du Pérou auprès de l'UNESCO
Paris

S. Exc. Monsieur CASSAM UTEEM (Ile Maurice)

Ancien Président de la République de Maurice
Port Louis



Lauréats du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix (1981-2003)

1981



M^{me} Helena Kekkonen (Finlande)

De par ses séminaires de formation à l'adresse des enseignants, ses conférences, sessions d'été, films éducatifs et autres auxiliaires pédagogiques, M^{me} Helena Kekkonen, née en 1926, s'est vouée sans relâche à créer, chez les éducateurs et tous les responsables, des dispositions en faveur de la paix. Sa personnalité, ses activités de pédagogue et son immense contribution au développement de l'éducation pour la paix, aux niveaux national, régional et mondial, ont valeur d'exemple pour l'ensemble de la communauté internationale.



Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS)

Créée en 1920, l'Organisation mondiale du mouvement scout est une organisation non gouvernementale d'envergure internationale qui dispose de nombreuses sections nationales. Ce mouvement pédagogique, bénévole et apolitique est ouvert à tous les jeunes, sans distinction d'origine, de race ou de croyance. La contribution importante qu'il a apportée à l'éducation de la jeunesse, dans un esprit de concorde, d'assistance, de paix, d'amitié et de fraternité au-delà des frontières, est universellement reconnue. Le scoutisme est une éducation pour la vie dont l'action complète celle de la famille et de l'école.

1982



Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) (Suède)

Créé en 1966, le SIPRI est une fondation indépendante dont l'action se concentre essentiellement sur les problèmes du désarmement et de la limitation des armements. Il poursuit des recherches scientifiques dans les domaines de la paix, de la sécurité et de la coopération internationale, et conduit des études dans le but d'instaurer une paix juste et durable. Depuis de nombreuses années, l'Institut attire



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 1981-2003

l'attention internationale, grâce à ses analyses multiples, rigoureuses et précises et ses recherches en faveur de la paix, sur la manière dramatique dont l'homme gaspille ses ressources intellectuelles et naturelles dans sa course vers l'autodestruction.

1983



Pax Christi International

Pax Christi International, bien que d'inspiration religieuse, est une organisation fondée en 1945 dont les activités dans le domaine de l'éducation pour la paix, en particulier auprès de la jeunesse, transcendent les frontières religieuses et idéologiques. Elle mène, en faveur de la paix, une action dynamique comportant plusieurs dimensions complémentaires telles que le désarmement, les droits de l'homme, le rapprochement Est-Ouest et la solidarité Nord-Sud pour le développement.

1984



International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW)

Fondée en 1980 grâce aux efforts résolus d'un petit groupe de médecins américains et soviétiques, cette association s'est rapidement muée en un mouvement de grande ampleur regroupant des praticiens du monde entier. Les deux principaux objectifs que visent ses multiples activités sont de préserver la vie humaine, en recourant, pour alerter l'opinion mondiale sur les dangers liés aux armes nucléaires, à l'influence scientifique et morale qu'exerce la profession médicale, et de favoriser un esprit de coopération et de compréhension mutuelle entre les peuples.

1985



Général Indarjit Rikhye (Inde)

Après de nombreuses années passées au service des Nations Unies en tant que responsable d'opérations dans des zones de conflit, le général Indarjit Rikhye, né en 1920, participe en 1969 à la création de l'Académie internationale pour la paix, un institut éducatif non gouvernemental à but non lucratif visant à promouvoir la recherche sur le maintien de la paix. De 1971 à 1990, il s'attache, en sa qualité de



Président-fondateur, à élaborer des formules aptes à résoudre différents conflits, ainsi que des programmes d'études pratiques qui seront adoptés par de nombreux instituts pédagogiques et professionnels. Il a également dirigé des programmes de formation sur la résolution des conflits au sein de diverses institutions internationales et publié de nombreux ouvrages sur le maintien de la paix.



Institut Georg Eckert pour la recherche internationale en matière de manuels scolaires (Allemagne)

L'Institut a été fondé en 1951 par l'homme dont il porte le nom. Historien de formation, marqué par son expérience personnelle de la Seconde Guerre mondiale, M. Georg Eckert s'est employé à réviser les manuels scolaires pour les débarrasser de tous leurs préjugés et stéréotypes. À l'initiative de l'Institut — et souvent en collaboration avec l'UNESCO —, de nombreuses commissions internationales d'experts, d'historiens, de géographes, de sociologues, etc., ont été mises en place dans le but d'échanger, de comparer puis de réviser conjointement les matériaux pédagogiques et de les rendre plus objectifs.

1986



M. Paulo Freire (Brésil)

Éducateur éminent, philosophe et historien, M. Paulo Freire (1921-1997) a œuvré avec une détermination et un dévouement inlassables en faveur de l'alphabétisation et de l'éducation des populations les plus démunies. Auteur d'une méthode réputée d'alphabétisation baptisée « conscientisation » ou « éducation de libération », il n'a pas seulement favorisé l'accès du plus grand nombre à l'éducation, mais aussi cherché à faire des hommes et des femmes illettrés des « sujets » de l'histoire à part entière et non, du fait de leur incapacité à lire et écrire, des « objets » résignés. Son aptitude psychologique exceptionnelle à comprendre les plus humbles et à leur enseigner que « savoir, c'est pouvoir », ainsi que ses remarquables qualités pédagogiques et humaines, ont fait de lui l'un des pédagogues les plus originaux de notre temps, dont l'objectif ultime a été de promouvoir, par le biais de l'action éducative, les droits de l'homme et la compréhension universelle.



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 1981-2003

1987

M^{me} Laurence Deonna (Suisse)

M^{me} Laurence Deonna, née en 1937, est écrivain, reporter et photographe. Elle œuvre simultanément, hors de tout parti pris idéologique ou religieux, à rapprocher les peuples par le biais du dialogue et de la compréhension mutuelle ainsi qu'à améliorer la condition de la femme dans le monde. L'action de M^{me} Deonna, alliant la recherche passionnée de la vérité au souci constant de servir la justice et la paix, de renforcer le respect de la personne humaine, d'ouvrir entre les nations, les sensibilités culturelles et les individus des brèches toujours plus grandes par où faire passer amitié et coopération, donne un exemple éclatant du concours que l'information et la communication peuvent apporter à la compréhension internationale.

Servicio Paz y Justicia en América Latina (SERPAJ-AL)

SERPAJ-AL, qui a vu le jour en 1974 en Amérique centrale, s'est peu à peu étendu au cône Sud et à la région andine. Aujourd'hui, l'association est présente en Argentine, au Brésil, au Chili, au Costa Rica, en Équateur, au Mexique, au Nicaragua, au Panama, au Paraguay et en Uruguay. Les principes fondateurs de SERPAJ-AL s'inspirent du mouvement chrétien œcuménique né du contexte social latino-américain de lutte pour une société plus juste et plus libre et de la stratégie de la non-violence. SERPAJ-AL dirige des plates-formes d'éducation pour la paix, de sensibilisation et d'éducation pour le respect des droits des personnes et des peuples, ainsi que des programmes de formation destinés aux dirigeants des classes rurales.

1988

Frère Roger de Taizé (France)

Frère Roger de Taizé, né en 1915, est un pacificateur actif, doté d'une vision globale. Il a traduit cette vision en une action locale quotidienne en vivant, enseignant et pratiquant la réconciliation, valeur fondamentale et condition essentielle pour instaurer la paix. En 1940, il fonde la communauté œcuménique internationale de Taizé, petit village du centre de la France. Depuis les jours les plus sombres de la France occupée, Taizé est une oasis : symbole de la réconciliation entre les peuples français et allemand lors de la Seconde Guerre mondiale, elle est aujourd'hui synonyme de rapprochement entre tous les chrétiens et, par-delà la religion, entre tous les hommes. Porteuse d'un



message d'espoir, de confiance et de partage universel, cette communauté a essaimé dans le monde entier.

1989



M. Robert Muller (France)

Robert Muller, né en 1923, originaire d'Alsace-Lorraine, a été profondément marqué par les souffrances endurées par sa région et par ses propres expériences lors de la Seconde Guerre mondiale. Il décide ensuite de se consacrer à la paix et à l'entente internationale, s'appuyant sur une philosophie profondément humaniste proche de celle d'Albert Schweitzer ou de Robert Schuman. Après quarante années d'un travail dévoué conduit dans les coulisses de l'Organisation des Nations Unies, il est nommé recteur de l'Université de la paix fondée au Costa Rica par l'Assemblée générale des Nations Unies. De par son action et son humanisme, il a insufflé inspiration et espérance au monde entier. Son action est un exemple pour les jeunes de tous les pays. Il apparaît aujourd'hui comme l'un des grands pacifistes de notre temps.



Association internationale de recherche consacrée à la paix (IPRA)

L'IPRA, créée en 1965, s'attache inlassablement à faire progresser la recherche interdisciplinaire sur les causes de la guerre et autres formes de violence et sur les conditions propices à la paix. Elle encourage à cette fin, aux niveaux national et international, les études et l'enseignement sur la quête de la paix dans le monde et facilite les contacts entre chercheurs du monde entier; elle favorise en outre la diffusion internationale des résultats des recherches et de l'information sur les progrès accomplis en matière d'études sur la paix. L'IPRA s'est notamment distinguée par la création d'une Commission d'éducation pour la paix, devenue à l'heure actuelle le support d'un dialogue fructueux sur les relations Est-Ouest et Nord-Sud, et elle s'attache plus particulièrement à la relation entre paix et développement économique dans les pays en développement.



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 1981-2003

1990

M^{me} Rigoberta Menchú Tum (Guatemala)

M^{me} Menchú Tum, née en 1959 dans une famille de paysans pauvres, a grandi au Guatemala dans la branche quiché de la culture maya. Depuis 1979, elle œuvre activement au sein du Comité de la Unidad Campesina (CUC). Elle a entamé en 1982 une longue collaboration avec les Nations Unies en participant, à Genève, aux travaux de la Sous-commission de lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités. Depuis lors, elle se bat sans relâche, par le biais de la fondation qui porte son nom, pour la paix et les droits de l'homme, plus particulièrement ceux des minorités. M^{me} Rigoberta Menchú a reçu en 1992 le Prix Nobel de la paix en reconnaissance de son action en faveur de la justice sociale et de la réconciliation ethnoculturelle, menée sur la base du respect des droits des peuples indigènes.

World Order Models Project (WOMP)

Le World Order Models Project (WOMP) est créé en 1968 sous les auspices de M. Harry B. Hollins, du World Law Fund, avec pour objectif de mener une réflexion approfondie sur les valeurs propres à étayer un ordre mondial pacifique. Le WOMP réunit des chercheurs et des personnalités politiques de diverses régions du globe, lesquels ambitionnent de promouvoir une paix mondiale équitable par le biais de recherches, de programmes éducatifs et d'actions menés dans une perspective transculturelle et pluridisciplinaire. La contribution du WOMP à l'éducation pour la paix résulte du dialogue instauré entre les étudiants, les spécialistes et les militants d'Europe de l'Est et de l'Ouest, des Amériques, d'Afrique et d'Asie. Ses multiples ouvrages font aujourd'hui office de manuels dans de nombreuses universités et écoles.

1991

M^{me} Ruth Leger Sivard (États-Unis d'Amérique)

Sociologue et économiste née en 1915, M^{me} Ruth Leger Sivard a mené une brillante carrière d'analyste des questions économiques et sociales. Ses rapports mettent en lumière les coûts effectifs inhérents à la sécurité illusoire que procure la puissance militaire, plutôt que la véritable sécurité née de la seule puissance d'une économie saine, fondée sur la satisfaction des besoins des êtres humains et le respect de leurs droits. Ses études apportent la preuve irréfutable de l'absolue nécessité d'une



option de rechange à la logique de guerre et du pouvoir considérable dont dispose un individu engagé — lequel peut, même avec des moyens limités, obtenir des résultats remarquables —, ainsi que du rôle primordial que joue l'information dans la volonté de changer le monde.



Cours Sainte Marie de Hann (Sénégal)

Le Cours Sainte Marie de Hann est une école mixte d'enseignement général qui mène ses élèves du stade préscolaire à la dernière année du cycle secondaire. Fondé en 1949-1950, il est reconnu par l'éducation nationale d'autres pays. Bien qu'enraciné dans la réalité historique et sociologique du Sénégal et intégré à l'enseignement privé catholique de Dakar, Sainte Marie de Hann est un espace à vocation internationale, ouvert aux enfants de toutes nationalités, cultures, religions et origines sociales, où l'on enseigne que la paix est un mode de vie et de pensée, holistique et profondément humain, nourri de compréhension et de dialogue entre les cultures.

1992



Mère Teresa de Calcutta (Inde)

Née à Skopje (ex-République yougoslave de Macédoine) au sein d'une famille de paysans albanais, Agnes Gonxha Bojaxhiu (1910-1997) se rend en 1928 en Irlande pour y rejoindre l'Ordre des Sœurs de Lorette. Six semaines plus tard, elle obtient l'autorisation de partir en Inde en tant qu'enseignante auprès des pauvres de Calcutta. En 1948, elle quitte l'Ordre irlandais pour fonder celui des Missionnaires de la Charité. Mère Teresa de Calcutta, lauréate du Prix Nobel de la paix en 1979, a passé sa vie entière à servir les « plus pauvres parmi les pauvres », ainsi qu'à lutter contre l'injustice et à promouvoir une paix indissociable de la dignité humaine.

1993



M^{me} Madeleine de Vits (Belgique)

Après une formation universitaire en psychopédagogie, M^{me} de Vits, née en 1912, a mené une brillante carrière au sein de nombreuses institutions : elle a été membre de la Commission nationale belge pour l'UNESCO, ainsi que de plusieurs fondations et associations militant en faveur de l'éducation pour la paix, de la compréhension



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 1981-2003

internationale et de l'enseignement des droits de l'homme. Elle a participé activement, à titre bénévole, à la création du Système des écoles associées. Ses nombreuses publications cernent les problèmes psychologiques et pédagogiques en rapport avec l'enseignement pour la paix, la compréhension internationale et la défense des droits de l'homme et de ses libertés fondamentales. Son action infatigable vouée à l'enseignement lui a valu, en 1989, la dignité de « Messenger des Nations Unies pour la paix ».



The Graduate Institute of Peace Studies (GIP) (République de Corée)

Créé en 1984 conformément à l'esprit des Nations Unies et, en particulier, de l'Acte constitutif de l'UNESCO, le GIP s'est consacré en priorité, dès son origine, à la formation et à l'éducation pour la paix des futurs dirigeants du XXI^e siècle. Sa devise: « L'amitié, l'esprit d'échange, la confiance mutuelle et la coopération, de manière à promouvoir, par le biais de l'éducation, la paix, la sécurité et le bien-être. » L'Institut forme des spécialistes du monde entier dans les domaines de l'éducation pour la paix, la philosophie de la paix et la mise en place de politiques économiques et sociales orientées vers la paix et la coopération internationale. L'Institut a organisé plusieurs conférences et séminaires internationaux et publié maints ouvrages relatifs à la paix et à la sécurité internationales, notamment la *World Encyclopedia of Peace*, une publication à laquelle recourent les professeurs, chercheurs et étudiants de très nombreux pays.

1994



Vénérable Prayudh Payutto (Thaïlande)

Depuis son ordination en 1961, conduite sous l'égide exceptionnelle du roi, le Vénérable Prayudh Payutto (né en 1939) n'a cessé de se vouer au rayonnement du bouddhisme, illustrant comment chaque membre de la société pouvait cultiver intelligemment la paix et le bonheur. L'enseignement du Vénérable, dont le titre est officiellement celui de moine bouddhiste, ne relève cependant pas exclusivement d'un peuple ou d'une confession particulière. Il a développé le concept, essentiel autant qu'innovant, selon lequel la paix est une valeur intrinsèque et purement humaine émanant de notre for intérieur, irradiant au travers des contacts d'ordre collectif et se reflétant au final sur les relations internationales entre les peuples et les États. Ce concept souligne la primauté de la paix intérieure et la responsabilité de chaque individu dans l'élaboration de solutions pacifiques en réponse à tous les problèmes sociaux,



économiques et moraux. Le Vénérable Prayudh a toujours œuvré pour la paix en éveillant les esprits, au travers de ses écrits et de ses allocutions, à la conscience de la paix et de la véritable qualité de la vie.

1995



Centre autrichien d'études pour la paix et la résolution des conflits (ASPR) et Centre universitaire européen d'études sur la paix (EPU) (Autriche)

En 1982, le petit village autrichien de Schlaining a eu le privilège de devenir un centre international de recherche et d'éducation pour la paix. Aujourd'hui, son nom est associé à deux institutions œuvrant en faveur de la paix : l'ASPR, fondé en 1983 en tant qu'association indépendante non lucrative, et l'EPU, créé en 1988 à l'initiative de l'ASPR par diverses Commissions nationales pour l'UNESCO et organisations non gouvernementales d'envergure internationale. Le projet pour la paix de Schlaining témoigne, par son troisième cycle universitaire, son programme de maintien et de consolidation de la paix civile, ses projets de recherche internationale, ses publications, conférences et séminaires, ainsi que par la coopération étroite qu'il a instaurée avec diverses associations, institutions et universités dans le monde entier, de la mise en œuvre efficace d'une éducation pour la paix prise dans son acception la plus large, laquelle implique une approche concrète et interdisciplinaire.

1996



M^{me} Chiara Lubich (Italie)

M^{me} Chiara Lubich (née en 1920), jeune institutrice prise dans la tourmente de la guerre à Trente, en Italie, redécouvre en 1943 les valeurs contenues dans les Évangiles et nourrit un espoir, incompréhensible à cette époque mais ancré dans sa foi en Dieu et en la valeur de l'homme. Cette espérance, devenue réalité, a abouti à la création d'une organisation de grande ampleur, le Mouvement des Focolari, dont le rayonnement constitue un véritable instrument de paix dans le monde entier. M^{me} Lubich, qui en est la fondatrice et présidente, œuvre depuis plus d'un demi-siècle à la paix et à l'unité entre les personnes, les générations et les classes sociales, ainsi qu'au dialogue constructif et aux échanges créatifs entre des peuples aux traditions culturelles et convictions religieuses différentes.



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 1981-2003

1997



M. François Giraud (France)

Médecin, aujourd'hui retraité, M. Giraud, né en 1927, milite depuis plus de vingt ans en faveur d'une éducation universelle à la paix et du rapprochement entre jeunes de différents pays. Il a créé en 1977 le Prix de la paix et de l'entente mondiale, une épreuve écrite multilingue sur des thèmes invitant à la réflexion sur la tolérance et la coopération. Les textes circulent entre tous les pays participants, et les lauréats sont conviés à des échanges culturels pendant leurs congés d'été. Les Universités internationales pour la paix — créées à l'instigation de M. Giraud — réunissent tous les ans les lauréats et autres personnes intéressées lors de conférences, tables rondes et ateliers portant sur les valeurs universelles et les droits de l'homme. M. Giraud a également publié plusieurs ouvrages et donné de nombreuses conférences sur l'éducation à la paix, notamment auprès des Rotary Clubs.

1998



Éducateurs pour la paix et la compréhension mutuelle (Ukraine)

Créée à Kiev en 1990, cette organisation non gouvernementale fondée sur le volontariat fonctionne en toute indépendance, hors de toute appartenance religieuse ou politique. Rassemblant des éducateurs et des groupements pédagogiques, clubs et centres divers ainsi que des organismes publics, elle vise à formuler et à mettre en pratique une nouvelle éducation de la paix en donnant à l'individu les bases nécessaires pour vivre en harmonie avec la nature, avec les autres et avec soi-même, mais également, par le biais d'une coopération de grande envergure aux niveaux local, régional, national et international, à élargir le champ de la tolérance et de la compréhension mutuelle. Son action revêt de multiples formes : conférences, rencontres et débats ; publication d'ouvrages théoriques et didactiques ; ateliers créatifs et jeux de rôles à l'intention des jeunes ; organisation de sessions à son université d'études et d'enseignement de la paix, qui a déjà formé des centaines d'éducateurs pour la paix.



Mentions d'honneur:

Académie Fridtjof Nansen (Norvège)

L'Académie Fridtjof Nansen porte le nom du célèbre explorateur et humaniste norvégien, lauréat du Prix Nobel de la paix en 1922. Fondée en 1938 en réaction à la montée des idéologies totalitaires du nazisme et du fascisme, elle est restée fidèle à son objectif initial : défendre la dignité humaine et les droits de l'homme par le dialogue, outil pédagogique par excellence de la paix et vecteur privilégié de résolution des conflits.

World Court Project (Nouvelle-Zélande)

Le World Court Project (Aotearoa), fondé en 1987, est un mouvement de grande ampleur dont les membres sont des partisans actifs du désarmement nucléaire. Leur réseau, connu depuis 1997 sous l'appellation d'Abolition 2000, cherche à faire appliquer les avis et les recommandations du World Court Project et à sensibiliser tant le grand public que les responsables politiques, sur les plans national et international, aux mesures qu'il propose.

Ulpan Akiva Netanya (Israël)

Fondé en 1951, le Centre international d'étude de l'hébreu, Ulpan Akiva Netanya, est une institution unique en son genre : depuis des décennies, il contribue, par l'enseignement des langues — en premier lieu l'hébreu, mais également l'arabe —, non seulement à la coexistence mais aussi à la compréhension mutuelle grâce à la découverte réciproque et approfondie de la langue, de la culture et des traditions des autres groupes culturels.

1999



Association des mères de la place de Mai (Argentine)

Ce mouvement de lutte pour les droits de l'homme et la paix voit le jour à Buenos Aires en 1977, lorsqu'un groupe de quatorze femmes se forme sur la place de Mai, devant le palais présidentiel, pour réclamer à la dictature militaire des nouvelles de leurs enfants disparus. La police les oblige à se disperser. Refusant d'obéir, elles arpentent la place de Mai ; depuis lors, cette marche se répète chaque jeudi. Cette association est un mouvement éthique d'action non violente en faveur d'une paix axée sur le respect de la vie et des droits fondamentaux. Son engagement au service de l'éducation pour la paix ne cesse de s'accroître : après avoir ouvert une librairie, un café littéraire et un



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 1981-2003

centre culturel servant de lieu de rencontres et d'échanges, les mères ont créé une Université populaire qui vise à enseigner « les valeurs de la vie, de la parole, des principes et de l'éthique » pour bâtir une société plus juste et solidaire, capable de se montrer durablement vigilante.

Mentions d'honneur:

M^{me} Irène Drolet (Canada)

M^{me} Irène Drolet, institutrice née en 1946, se consacre depuis 1985 à l'éducation à la citoyenneté. Elle accomplit une tâche à la fois pédagogique et éthique de première importance: rendre à l'école sa vocation de lieu d'apprentissage de la vie démocratique, du « vivre-ensemble ». En formant les jeunes, dès l'école primaire, aux valeurs de tolérance, de respect des droits de l'homme et de non-violence, elle les initie très tôt à la démocratie participative pour faire d'eux des citoyens responsables, ouverts à la compréhension et à l'écoute des autres.

Association de l'éducation pour la paix de Tübingen (Allemagne)

Fondée en 1976, l'Association de l'éducation pour la paix de Tübingen s'emploie à sensibiliser l'opinion publique aux questions touchant à la paix et aux conflits et à renforcer sa vigilance civique. Misant essentiellement sur l'éducation pour changer les attitudes et les comportements qui influent directement sur les décisions politiques, elle mène de pair des actions concrètes en faveur de la paix et d'une responsabilité citoyenne, telles des campagnes internationales contre les armes nucléaires, les essais atomiques, les ventes d'armements et les mines antipersonnel.

Congrégation des Filles de Marie Auxiliatrice en Angola

Depuis sa fondation, au XIX^e siècle, cet ordre religieux d'essence internationale s'investit de manière tout à fait remarquable dans sa mission éducatrice, luttant activement contre la marginalisation croissante des jeunes, et notamment des femmes, pour préserver ce droit essentiel et préalable à tout état de paix qu'est le droit à l'éducation. À cette fin, la Congrégation a créé le Centre Don Bosco: dans cette école de dialogue et de coopération, des efforts spécifiques sont déployés en direction des petites filles, ces femmes de demain qui constituent le vecteur privilégié de l'éducation à l'échelle familiale.



2000

M. Toh Swee-Hin (Australie)

Professeur, chercheur et partisan de l'éducation pour la paix aux niveaux international et interculturel ainsi que des droits de l'homme et de l'enseignement sociologique, M. Toh (né en 1948) fait figure de pionnier dans la promotion de l'éducation pour la paix dans des pays tels que l'Afrique du Sud, les États-Unis d'Amérique, la Jamaïque, le Japon et l'Ouganda. Sur l'île de Mindanao (Philippines), depuis longtemps foyer de conflits armés sociaux et culturels, il a ainsi fait adopter à la communauté locale un schéma holistique d'éducation à la paix abordant divers aspects : la militarisation, la violence structurelle, les droits de l'homme, la solidarité culturelle, la tutelle de l'environnement, la paix personnelle, ainsi que les principes pédagogiques de holisme, de dialogue et de conscience. En tant que Directeur, de 1994 à 1999, du Centre for International Education and Development (Alberta, Canada), M. Toh a su intégrer l'éducation à la paix à plusieurs projets bilatéraux centrés sur le développement éducatif en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes. Il est aussi l'auteur de maintes publications sur l'éducation pour la paix et des sujets connexes.

Mentions d'honneur :

M. Pierre Weil (France)

Psychologue, écrivain et éducateur, M. Pierre Weil (né en 1924) crée à Brasilia, en 1987, la fondation Cité de la Paix, laquelle devait à son tour mettre sur pied l'Université holistique internationale, UNIPAIX, inaugurée en 1988. En tant que Recteur de cette université, il a instauré une nouvelle approche transdisciplinaire à l'éducation pour la paix, synthèse de méthodes d'Orient et d'Occident, devenue depuis lors un instrument international au service de la paix. Par le biais de l'UNIPAIX, M. Weil exerce son action à trois niveaux : la sensibilisation, la formation et la post-formation.

M^{me} Christiana Ayoka Mary Thorpe (Sierra Leone)

M^{me} Christiana Thorpe, née en 1949, a commencé sa carrière comme enseignante avant de devenir successivement proviseur et conseillère religieuse. Dans toutes ses activités, son objectif a toujours été de promouvoir l'alphabétisation auprès des femmes et de développer chez elles conscience et dignité face à leurs droits moraux et civiques



Prix UNESCO de l'Éducation pour la Paix 1981-2003

et à leurs responsabilités. Dans ses fonctions de Sous-Secrétaire et Secrétaire d'État pour l'éducation, elle a introduit de nouvelles méthodes au sein du système national. Devenue en 1994 membre du Forum for African Women Educationalists (FAWE) au Kenya, elle a créé en 1995 la section FAWE de la République de Sierra Leone, dont elle est aujourd'hui la Présidente.

Middle East Children Association (MECA)

MECA est une organisation à but non lucratif, créée conjointement en 1996 par des éducateurs israéliens et palestiniens pour faire du processus de paix une réalité durable chez les deux peuples. Cette Association concentre son action sur le système éducatif des deux communautés, offrant à ses chefs, ainsi qu'aux enseignants et aux étudiants, un lieu et un temps pour approfondir les notions de tolérance, de différence, de pluralisme, de droits de l'homme, de démocratie et de respect réciproque. À travers la mise en place de nouveaux projets éducatifs impliquant une interaction entre Israéliens et Palestiniens, MECA cherche à favoriser le rôle des éducateurs de la région en tant que promoteurs d'une culture de paix et de tolérance.

2001



M^{gr} Nelson Onono-Onweng (Ouganda)

Instituteur pendant de nombreuses années, Nelson Onono-Onweng (né en 1945) a été ordonné ministre du culte en 1976. Inspecteur de l'enseignement scolaire et directeur du Lweza Training and Conference Centre, il a été nommé évêque du diocèse de l'Ouganda du Nord en 1988. Il est à l'origine de nombreuses initiatives de paix et de résolution des conflits, parmi lesquelles on peut citer la création d'un système de crédit pour la réduction de la pauvreté et celle des organismes suivants : Jamii Ya Kapatakanisha (JYAK) (Association pour la réconciliation, en swahili), organisation non gouvernementale pour la paix ; le Gulu Vocational Community Centre, établissement d'enseignement technique destiné aux orphelins de guerre ; les Acholi Religious Leaders' Peace Initiatives (ARLPI), centre de discussion interconfessionnel pour la paix et le dialogue. En tant que spécialiste de la formation à la paix, il a voyagé dans le monde entier pour participer à des séminaires et donner des conférences sur la paix. Ses efforts pour rétablir la paix en Ouganda lui ont valu le prix de l'Ouganda pour la paix (2000).



Le Centre judéo-arabe pour la paix à Givat Haviva (Israël)

Fondé en 1963, le Centre judéo-arabe pour la paix est le plus ancien et le plus grand établissement d'éducation pour la paix d'Israël. Malgré les guerres et les soulèvements, il n'a jamais ménagé ses efforts en faveur de la paix et de la coexistence. Il a pour principaux objectifs de favoriser le rapprochement des Juifs et des Arabes en Israël, d'apprendre à chacune des deux communautés à mieux connaître l'autre, de promouvoir l'instauration d'un partenariat et d'un dialogue permanents entre les membres des deux communautés sans acception de race, de religion ou de sexe. En animant des projets d'étude et de recherche dans les écoles et dans des centres d'enseignement extrascolaire, en organisant des conférences et des ateliers en Israël et dans d'autres pays, en mettant à la disposition du public une bibliothèque de la paix, un centre d'information et de nombreuses publications (par exemple, *Crossing Border*, magazine de langue anglaise destiné aux jeunes Israéliens, Jordaniens et Palestiniens), le Centre apporte une contribution appréciable à la cause de la paix dans la vie quotidienne.

Mention d'honneur:

M^{me} Betty A. Reardon (États-Unis d'Amérique)

Enseignante et spécialiste d'éducation pour la paix, M^{me} Betty A. Reardon (née en 1929) a inspiré, sur les plans théorique et pratique, en visionnaire et en pionnière, des initiatives qui ont influencé les progrès et la promotion de la paix et de l'éducation pour la paix. Parmi ces initiatives, on peut citer la création de l'International Institute on Peace Education (IIPE), qu'elle dirige depuis 1982 et qui permet à des éducateurs du monde entier de se rencontrer, d'échanger des idées, d'enrichir leurs connaissances théoriques et pratiques et de renforcer leurs convictions; et la Campagne mondiale pour l'éducation pour la paix (GCPE), lancée par l'Appel de La Haye pour la paix, qui a produit *Learning to Abolish War*, ouvrage destiné aux formateurs, où sont décrites diverses activités pédagogiques. Elle est l'auteur d'innombrables livres, articles et conférences sur l'éducation pour la paix, les droits humains, les problèmes mondiaux et la condition féminine. La contribution exceptionnelle, largement reconnue, de M^{me} Reardon à la cause de la paix et de l'éducation pour la paix est d'autant plus admirable qu'elle a toujours été bénévole.



2002

City Montessori School (CMS), Lucknow (Inde)

La City Montessori School (CMS) a été fondée en 1959, avec cinq élèves seulement, par un couple dévoué — Jagdish et Bharti Gandhi — très influencé par l'enseignement du Mahatma Gandhi et de son héritier spirituel, Vinoba Bhave. Aujourd'hui la CMS, dont le siège est à Lucknow, capitale de la province d'Uttar Pradesh, la plus peuplée de l'Inde, accueille plus de vingt-six mille élèves de trois à dix-huit ans. La renommée de l'école est liée à la qualité de l'enseignement qu'elle dispense depuis plus de quarante ans, ainsi qu'à son vaste programme d'éducation pour la paix, réalisé par le biais d'outils pédagogiques, d'activités fondées sur la paix et de manifestations internationales conçues pour promouvoir la tolérance, la paix et l'harmonie. La devise du Mahatma Gandhi, « *Jai Jagat* » [Gloire au monde], est devenue celle de la CMS et la formule par laquelle élèves et enseignants se saluent, alors que la mission de l'école est de « faire de chaque enfant un cadeau de Dieu à l'humanité et une raison d'orgueil pour la race humaine ».

2003

Père Émile Shoufani (Israël)

Père Émile Shoufani (né en 1947) a élaboré en 1998 le projet « Éducation pour la paix, la démocratie et la coexistence » qui a été appliqué dans l'école secondaire Saint Joseph de Nazareth qu'il a dirigée depuis 1976. Son action et son attitude personnelle sont imprégnées de dialogue, de paix et de tolérance, ainsi que du désir constant de rapprocher les Arabes et les Juifs, par le biais de jumelage et par l'échange d'étudiants entre l'école Saint-Joseph et l'école secondaire hébraïque Lyada à Jérusalem, de même que par son projet « Mémoire pour la paix », lancé en 2002 en Israël et en France et visant à organiser un pèlerinage de Juifs et d'Arabes au camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau qui s'est tenu en mai 2003. Le Père Shoufani est convaincu que la diversité culturelle et religieuse doit être considérée comme un vecteur de paix et non pas comme une entrave à la paix. La pensée et le travail du Père Shoufani sont amplement diffusés par le biais d'une série d'interviews publiées en France dans plusieurs publications, notamment « Le Curé de Nazareth » (1998) et « Comme un veilleur attend la paix » (2002).



Mention d'honneur:

M^{me} Yolande Mukagasana (Rwanda/Belgique)

Après des études d'infirmière, M^{me} Yolande Mukagasana (née en 1954) a fondé un dispensaire privé à Kigali, où elle exerce comme petit médecin de quartier. Après le massacre de son mari et de ses trois enfants, et après la destruction de son dispensaire et la perte de tous ses biens en 1994, elle recommence à zéro et reconstruit un centre d'accueil pour orphelins qui devient sa nouvelle famille, composée de vingt enfants. Réfugiée en Belgique depuis 1995, elle a créé en 1999 « Nyamirambo Point d'Appui - Fondation pour la mémoire du génocide au Rwanda et la reconstruction ». Commence ainsi son importante œuvre de faire connaître aux gens ce qu'est le génocide, à travers des récits, des pièces de théâtre, des expositions (« Les blessures du silence ») et des conférences, notamment au Rwanda, dans de nombreux pays européens, au Canada, etc. Son association vise à éduquer les gens et les jeunes en particulier au respect des droits humains, à la diversité culturelle et à la coexistence en paix.

L'Olivier

1981, bronze, 25 x 11,5 x 9 cm

Statuette réalisée par le sculpteur espagnol Apelles Fenosa (1899-1988).
Remise à chaque lauréat du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix,
elle apparaît sous forme stylisée tout au long de cette brochure.

